

LES ÉTUDES D'OPINIONS DE VOX CITIZEN

*Le jour d'avant /
le jour d'après
vus par les Français.es*





EDITO

Libérés, déconfinés... ou non ?

Si la plupart d'entre nous sommes bien déconfinés, nous ne sommes pas pour autant libérés de nos chers bambins. Certes, ces moments en famille sont délicieux, mais si nous avons délégué depuis 1881 et Jules Ferry une partie des apprentissages à des Professionnel.les, c'est pour une bonne raison : l'enseignement est un métier !

L'informatique est un métier également, et ce confinement, comme le télétravail, a contraint les plus récalcitrant.es d'entre nous à explorer cette matière binaire pour maintenir leur activité.

Nous avons tou.tes développé une aptitude aux tâches multiples dont nous ne nous serions jamais crus capables.

Oui, il est désormais possible de gérer ses dossiers, de beurrer des tartines, d'additionner les sujets, de multiplier les carottes et de soustraire des lapins tout en répondant à un appel forcément urgent, avant de rejoindre un rendez-vous Zoom, Skype, Teams et autres délices afin de deviser en visio avec ses collègues, un crayon dans une main et un enfant sur les genoux, telle une barrière de tendresse face à des jours marqués par la peur des nouvelles, la peur pour les siens, la peur des lendemains qui déchantent, confronté.e à tant de facteurs inconnus et anxiogènes.

Si télétravailler a transformé nos habitudes, que dire face à l'abnégation dont ont fait preuve les « premiers de cordée », tels de bons soldats – pour reprendre le vocable cher au président – partant la fleur au fusil sur le Chemin des Dames.

Nos Soignant.es, à bout de fatigue, ont porté la nation, les acteurs des métiers d'ordinaire invisibilisés sont devenus nos héros du quotidien (livreurs, boulangers, éboueurs, primeurs, agents d'entretien...) On leur envoie des baisers, des dessins, des mercis !

En nous confrontant à nos peurs primales, cette crise a réveillé ce que nous avons oublié, enfoui sous tant de fausses urgences : l'humanité et son cortège de joies simples.

Personne n'en doute : la « crise » est le phénomène écrasant de l'année 2020. La crise ou plutôt les crises. Car à celle du Covid-19 est venue se joindre celle économique du pouvoir d'achat diminué, des fins de mois parfois difficiles, du moral en berne et de l'avenir incertain.

Ces peurs vont de pair avec une défiance profonde à l'encontre des dirigeants politiques. Sous ces cieux bas et lourds, le contexte des élections municipales a pris un tour inédit.

D'un côté, l'accumulation des promesses prend le pas sur la crédibilité. De l'autre montent la colère et le rejet, ferments potentiels d'une crise sociale.

Rien d'insurmontable néanmoins lorsqu'on se souvient de ce que les générations précédentes ont vécu... il y a 75 ans lorsqu'en mai 1945 était enfin annoncée la fin d'une guerre si éprouvante pour le monde.

Comment ne pas reprendre les mots d'Elizabeth II, qui en presque un siècle a connu tant de maux et a su apaiser le monde entier en mondovision, en quelques mots si bienveillants : « Les beaux jours reviendront. Nous reverrons nos amis. Nous reverrons nos familles. Nous serons à nouveau réunis ».

La bienveillance : c'est également le message que nous envoient les Français. es en répondant en nombre à cette étude. Ils ne semblent pas se résoudre au renoncement. Derrière l'effort subsiste une forme d'espoir pour un monde plus solidaire.

Frédérique Agnès
Fondatrice de Vox Citizen



Contexte



Le confinement, décrété par le président de la République, Emmanuel Macron, le 17 mars, afin de limiter la propagation du Covid-19, vient de s'achever. Après deux mois de bouleversement du quotidien de la plupart des Français.es, nous avons souhaité recueillir leur avis sur cet événement inédit.

Les perceptions de ce confinement sont évidemment diverses, influencées par de nombreux facteurs, de l'âge à la situation professionnelle en passant par le lieu de confinement et la situation familiale.

Si cette crise sanitaire permet également de mettre en évidence quelques tendances fortes partagées par une majorité de personnes, comme **une gestion de crise par le pouvoir exécutif jugée défailante, un sentiment de respect de mesures de précautions, ou un soutien sincère aux professions assurant la continuité de la vie médicale, économique et éducative**, elle aura posé des débats qui auront profondément partagé les citoyen.n es, de l'usage de la chloroquine à l'assouplissement temporaire du code du travail.

Et puisque cette période post-confinement ne constitue pas un retour à la normale, mais bel et bien un **nouveau défi** sur lequel planent aujourd'hui les ombres de l'incertitude, nous ne pouvons manquer d'interroger également leurs impressions quant à **notre avenir, économique et écologique, et notre mieux vivre ensemble.**



1.

Perception et vécu de la situation de confinement

L

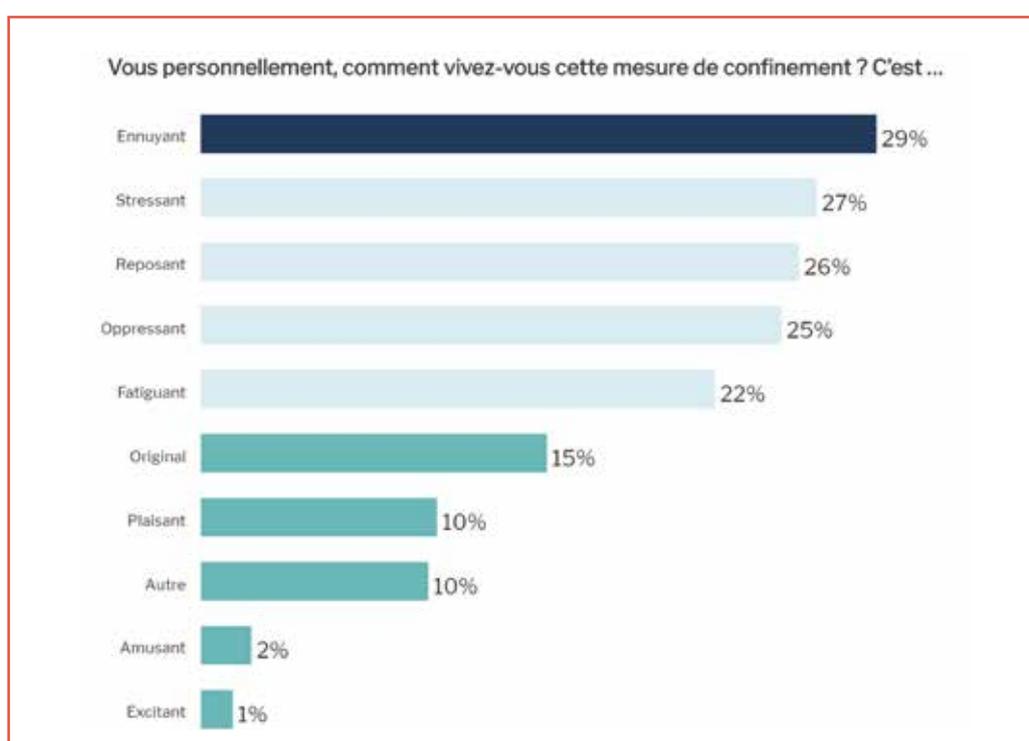
Le confinement a été globalement vécu de manière négative par les Français.es, plus enclin.es à le considérer **ennuyant, stressant voire oppressant**.

Contrairement à une idée reçue, la distinction appartement-maison semble n'influer que très peu sur cette perception, qui est en revanche déterminée dans une plus large mesure par l'âge et les situations familiale et professionnelle.

Et si les Français.es ne mettent pas en cause la légitimité de ce dispositif, ils et elles n'en ressentent pas moins **les effets contraignants**, aggravant une **situation anxiogène** par nature. **La perte de sociabilité qu'il implique est particulièrement mal vécue.**

UNE PERCEPTION GLOBALEMENT NÉGATIVE DU CONFINEMENT QUELLES QUE SOIENT LES COMMODITÉS DE SA RÉSIDENCE

Le confinement est globalement vécu **négativement** par les Français.es qui le considèrent comme **ennuyant** (29%), **stressant** (27%), **oppressant** (25%). Parmi les adjectifs positifs, seul **reposant** (26%) se démarque.



De manière contre-intuitive, **les commodités du lieu de confinement n'influent que marginalement** sur la façon dont les Français.es perçoivent celui-ci. **Le fait d'être confiné en maison individuelle ne rend pas la situation plus plaisante, ou l'enfermement en appartement ne la rend pas plus oppressante.**

Globalement, l'écart des perceptions négatives entre les Français.es confinés en appartement et ceux confinés en maison individuelle n'excède pas 1 à 3 points.

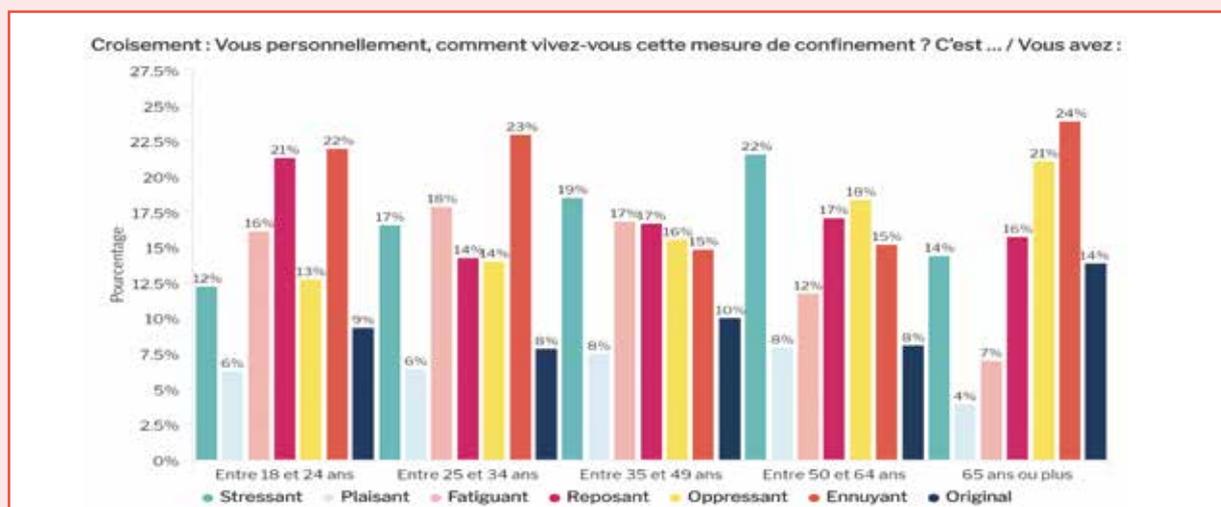


L'ÂGE, LES SITUATIONS FAMILIALE ET PROFESSIONNELLE COMME MARQUEURS DES DIFFÉRENCES DE PERCEPTION

En revanche, **l'âge ou la situation familiale ont un effet plus visible** : les jeunes et personnes âgées ont tendance à plus **s'ennuyer (22 à 23%** contre seulement **15%** des 35-64 ans).

Les plus de 50 ans expriment moins que leurs cadets le côté fatigant du confinement (**12% et 7%**).

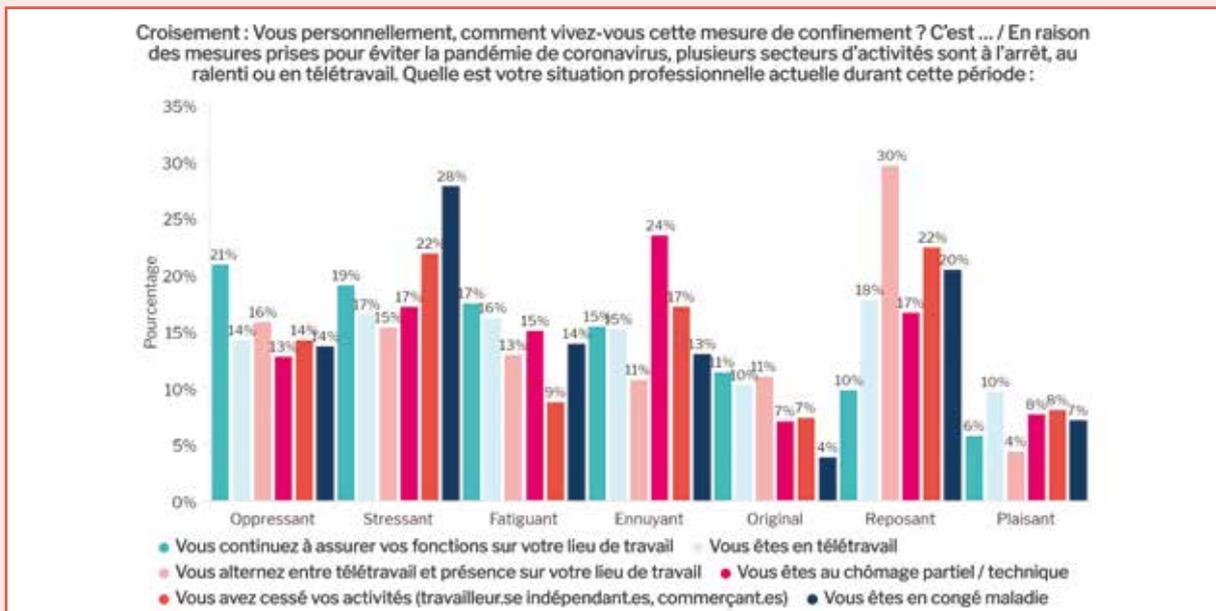
Ce sont en revanche davantage les aspects **oppressant** pour les plus de 65 ans (**21%**), et **stressant** pour les 50-64 ans (**22%**), qui sont mis en avant.





La présence ou non d'enfants se fait également ressentir : les personnes sans enfant soulignent davantage le **côté plaisant (16%)**, quand les parents de deux enfants ou plus témoignent en plus forte proportion des aspects **fatigant (20% et 18%)** et **oppressant (19% et 17%)** du confinement.

La situation professionnelle joue également sur la perception du confinement. Sans surprise, les salarié.es bénéficiant du chômage partiel ou technique mettent en avant **l'ennui (24%)**, les salarié.es alternant télétravail et présentiel jugent la situation **reposante (30%)**, tandis que les travailleur.ses indépendant.es, à l'arrêt et qui ne tirent aucun revenu tant que le confinement perdure, trouvent ce dernier aussi **reposant** que **stressant (22%)**.



LE CONFINEMENT, UNE MESURE JUGÉE NÉCESSAIRE MAIS ÉGALEMENT CONTRAIGNANTE, ET RÉVÉLATRICE D'UNE SITUATION ANXIOGÈNE

Le confinement est jugé « utile », « nécessaire » voire « indispensable ». Sa légitimité n'est donc pas remise en cause. En revanche, aussi légitime soit-il, il est considéré comme « contraignant » et « bloquant » de par les restrictions qu'il impose aux citoyen.nes. Beaucoup de Français.es insistent sur son caractère « inédit » et, pour certain.es, « anxieux ».

Plusieurs réactions parfois antagonistes s'expriment : certain.es profitent de ce temps libre pour s'adonner à des activités inhabituelles, d'autres le perçoivent comme une privation de libertés parfois pesante et difficile à supporter.

NOTRE AVIS

À travers des termes relevant du champ sémantique de la « peur » s'expriment les inquiétudes envers une situation que nous n'avons collectivement jamais connue, et les incertitudes relatives au retour à la normale.

LA PERTE DE SOCIABILITÉ, FACTEUR-CLÉ DE MAL-ÊTRE

La limitation drastique des relations sociales est mal vécue par la majorité des Français.es, car la sociabilité, au sein de différents cercles (familial, amical, professionnel), structure habituellement leur quotidien.

Ce n'est cependant pas le cas de tout.es : certaines personnes, en raison de leur activité professionnelle (travailleur.ses indépendant.es), de leur âge (personnes âgées), ou d'un éventuel handicap, ne perçoivent guère la situation de confinement comme différente de leur quotidien.



2.

Continuité de l'activité professionnelle et mobilité

A large, elegant, black cursive letter 'M' that serves as a decorative element or initial for the following text.

Malgré la mise en place d'un dispositif de chômage technique et partiel, **la continuité de l'activité professionnelle sous différentes formes est bel et bien la situation majoritaire chez les Français.es.**

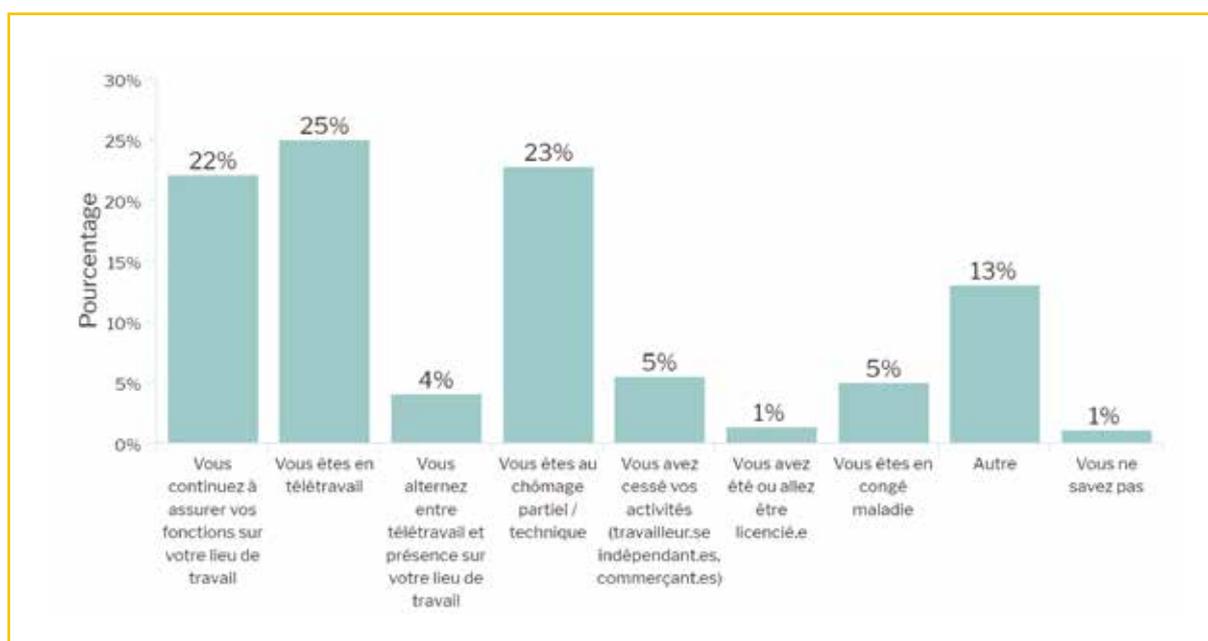
Ceux-ci sont principalement confinés dans leur logement principal, mais une mobilité existe, notamment vers le cercle familial, chez les jeunes et depuis la région parisienne. **La mobilité, ou absence de mobilité, semble bien dépendre d'un choix et non d'une situation subie.**

LA POURSUITE DU TRAVAIL ET LE CONFINEMENT DANS SON LOGEMENT PRINCIPAL, FACTEURS MAJORITAIRES

Malgré un recours important aux mesures de chômage partiel ou technique, **la continuité de l'activité professionnelle est majoritaire** chez les Français.es.

Plus de 50% des Français.es ont continué de travailler selon différentes modalités (télétravail, travail sur site ou alternance entre présentiel et télétravail).

Alors que le chômage technique semble concerner **23%** des Français.es, ils sont **22%** à continuer à se rendre sur leur lieu de travail.





MOBILITÉ OU ABSENCE DE MOBILITÉ : UNE AFFAIRE DE CHOIX

Chez les Français.es affirmant avoir quitté leur résidence principale, le motif prédominant de choix d'un autre lieu de confinement est le **retour dans le cercle familial, notamment chez les jeunes (26% des 18-24 ans affirment avoir rejoint le domicile familial).**

Ce sont par ailleurs les résident.es de la région parisienne qui se sont le plus déplacé.es (**13% des Français.es situé.es en Île-de-France déclarent s'être déplacé.es**). Nous pouvons déduire de ce double facteur (âge / région parisienne) que les motivations de ces Français.es étaient à la fois quitter l'exiguïté de leur logement principal, et **revenir au cocon familial qui garantirait, outre un endroit plus spacieux et confortable, le maintien d'un minimum de liens sociaux.**

9 Français.es sur 10 se sont confiné.es dans leur logement principal, ce qui contredit certains reportages médiatiques évoquant un certain exode urbain des suites de l'annonce d'Emmanuel Macron.

Pour 8 Français.es sur 10, l'absence de mobilité est un choix. Seuls **20%** subissent, faute de moyens, leur lieu de confinement, et il s'agit, comme on pouvait s'y attendre, des plus jeunes (moins de 34 ans).

NOTRE AVIS

Dans certains cas, la crainte de contaminer des proches plus âgés.es et donc plus sensibles au virus, a probablement dicté la volonté de ne pas partir.



3.

Le confinement seul.e

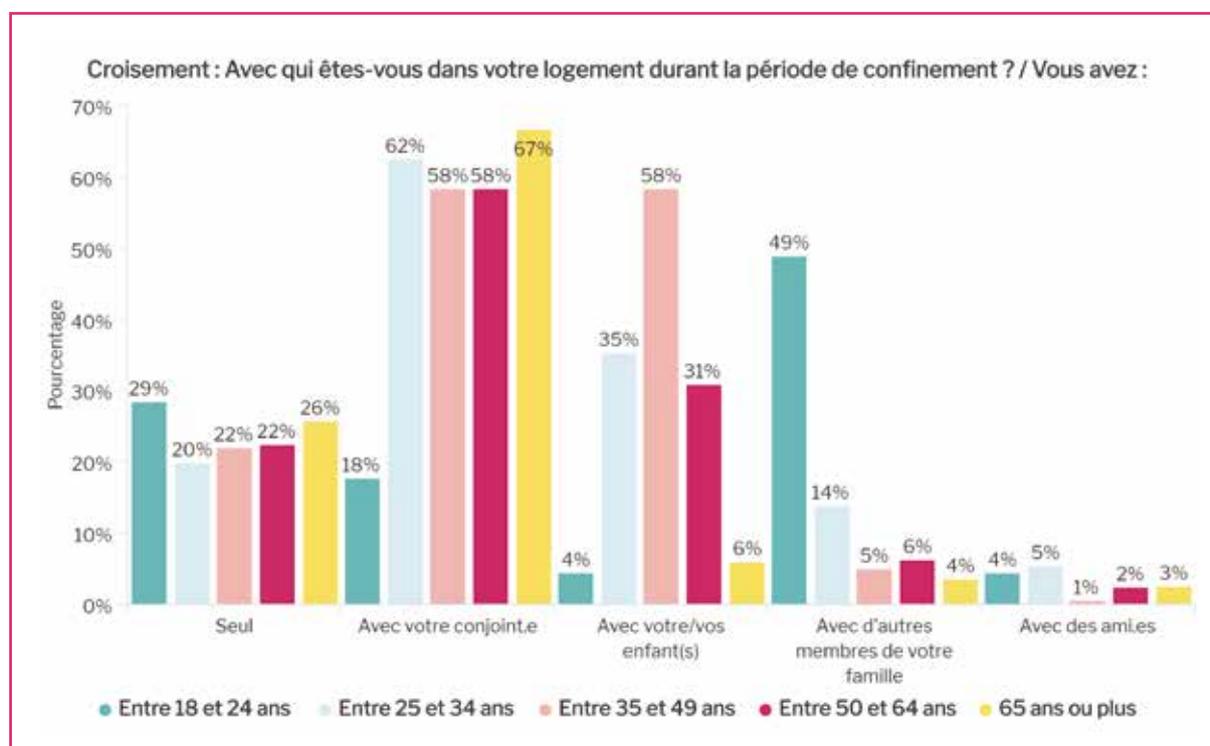
L

Le confinement seul.e est la solution privilégiée par, ou imposée chez, un cinquième des Français.es. **Les jeunes et les personnes âgées sont les plus affecté.es par cette solitude de confinement.** Paris, sa région et les grandes villes concentrent une proportion plus élevée de personnes confinées seules, et ceci principalement dans des appartements, en adéquation avec la typologie de résidence urbaine.

LE CONFINEMENT SEUL.E CONCERNE PRINCIPALEMENT LES JEUNES ET LES PERSONNES ÂGÉES

20% des Français.es sont confiné.es seul.es. Les personnes concerné.es sont principalement les **plus jeunes** (18-24 ans, **29%**) et les **personnes âgées** (plus de 65 ans, **26%**).

Si une majeure partie des jeunes de moins de 25 ans (**49%**) ont été confiné.es dans le foyer familial (certains.es l'ont rejoint et d'autres y résidaient déjà), un quart d'entre eux n'ont pu le faire ou ont choisi de rester confiner seul.es.





LE CONFINEMENT SEUL.E PLUS MARQUÉ EN RÉGION PARISIENNE ET DANS LES GRANDES VILLES

Par ailleurs, et de manière assez cohérente, **les personnes ayant vécu le confinement seules résident majoritairement dans les grandes villes** et plus précisément à Paris, ou dans la région parisienne.

L'Île-de-France (**29%**) et le Sud-Ouest (**23%**) sont les régions où le plus de Français.es se sont confiné.es seul.es. Les 18-24 ans étant les plus concerné.es, nous pouvons y voir un lien avec le fait que ce sont les régions étudiantes les plus attractives.

Un tiers des Français.es vivant dans une commune de la métropole parisienne ont été confiné.es seul.es alors que ce n'est le cas que d'une personne sur 10 dans les communes rurales, ou de **15%** des Français.es habitant une ville moyenne.

Cette situation est corroborée par les statistiques de l'INSEE, qui révèlent que les grandes aires urbaines (Paris, Lyon, Marseille...) concentrent la moitié des jeunes de 18 à 24 ans.

7 Français.es sur 10 ayant vécu seul.es le confinement se trouvaient en appartement. Cette situation concernant majoritairement des jeunes et des personnes âgées, principalement urbain.es, le type de logement est très cohérent avec le portrait d'ensemble.



4.

Le confinement en famille et la continuité pédagogique



Plus des deux tiers des Français.es sont confiné.es en couple ou en famille.

Le cas des couples avec enfants est particulièrement intéressant à analyser car il recoupe les perceptions de la continuité pédagogique, dont nous pouvons tirer un bilan à l'heure où certains enfants ont retrouvé le chemin de l'école.

Et si ces conclusions sont globalement positives, elles révèlent des différences notables, voire des inégalités, scolaires, sociétales et géographiques.

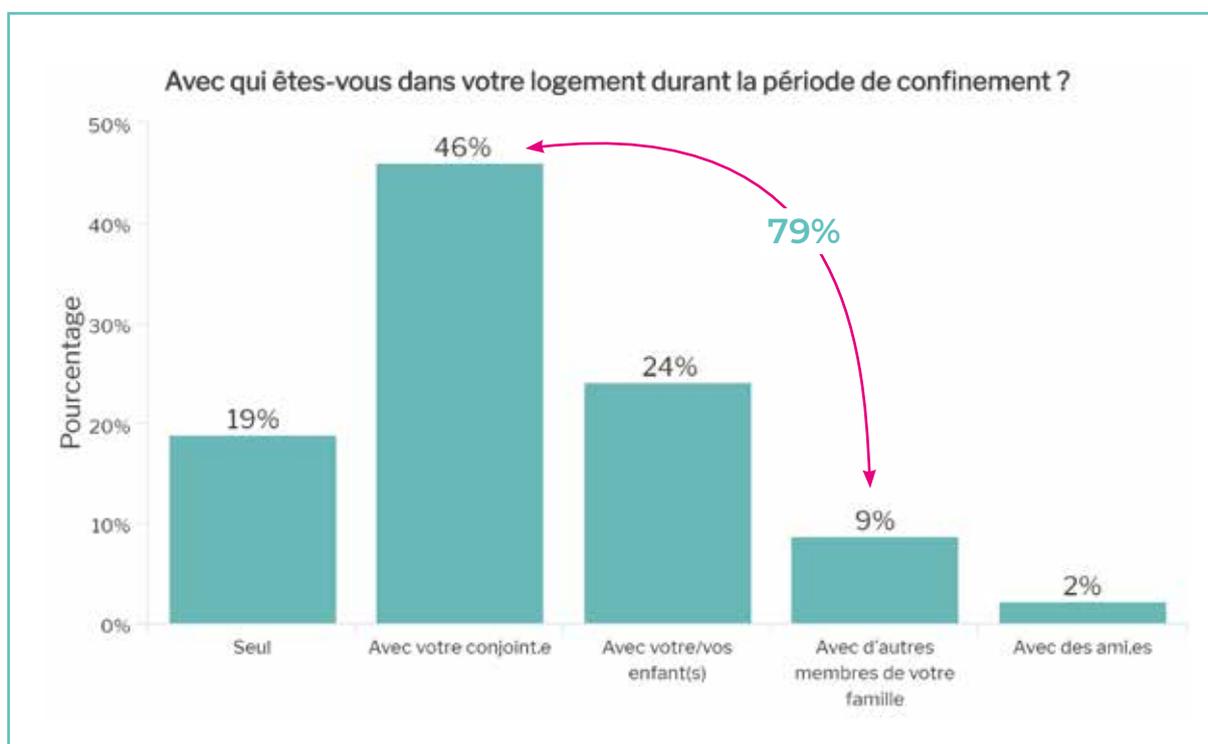
La perception qu'ont les parents de leurs capacités ou non à assurer correctement le suivi fluctue selon l'âge de leurs enfants, leur propre niveau d'études, et le type d'établissement fréquenté par leur(s) enfant(s). L'engagement marqué des enseignants est souligné par les Français.es.

LE CONFINEMENT EN GROUPE MAJORITAIRE

Globalement les Français.es se sont confiné.es en couple, ou en famille. Près de la moitié (46%) le sont avec leur conjoint.e, tandis que les familles avec enfant(s) concentrent un quart des Français.es.

Ainsi, le confinement dans le cercle du couple ou de la famille au sens large est très majoritaire puisqu'il concentre 79% des Français.es.

Le confinement entre ami.es est, pour sa part, extrêmement marginal (2%).

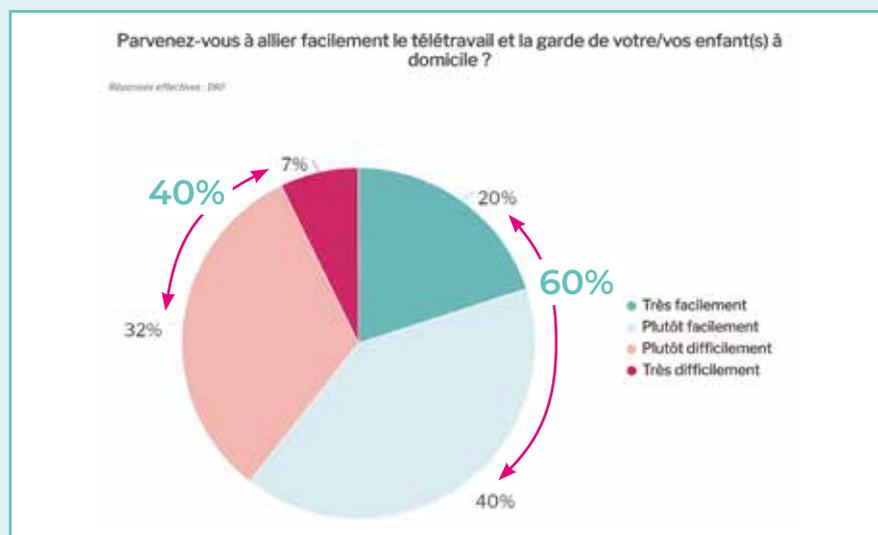




ALLIER TÉLÉTRAVAIL ET GARDE DES ENFANTS N'EST PAS CHOSE AISÉE

Allier télétravail et garde des enfants est perçu différemment par les Français.es puisque **60%** trouvent cela facile et **40%** difficile.

L'autonomie des enfants est un facteur-clé dans cette perception puisque la part des parents trouvant cela facile diminue à **45%** quand leurs enfants sont en classe élémentaire, contre **83%** quand les enfants sont au lycée.



CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE, SUIVI DES PARENTS : UNE APPRÉCIATION GLOBALEMENT POSITIVE MAIS RÉVÉLATRICE D'INÉGALITÉS SCOLAIRES ET SOCIÉTALES

Plus des trois quarts des parents (76%) saluent la continuité pédagogique assurée par les enseignant.es, ce qui constitue une appréciation réellement positive.

NOTRE AVIS

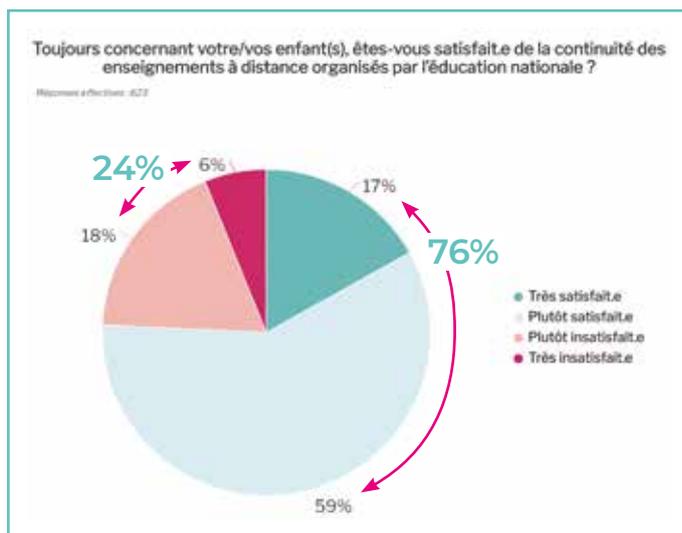
Une double lecture de ces résultats s'impose car il existe de fortes disparités entre les établissements scolaires. Effectivement, les consignes données par l'éducation nationale et les outils fournis ont été très modestes, aussi la continuité pédagogique a souvent reposé sur les initiatives internes aux établissements scolaires, les moyens alloués par ces derniers et une forme d'improvisation d'urgence des enseignant.es.

Tous les élèves n'ont, en ce sens, pas été logés à la même enseigne, ce qui pourrait expliquer en partie le clivage des résultats.

Par ailleurs, il existe de fortes différences d'accès matériel aux enseignements à distance qui ont pu avoir des impacts sur la capacité des enfants à suivre les cours dispensés.

En effet, l'accès à Internet ou la possession d'un ordinateur au sein du foyer sont des critères générant de fortes inégalités.

Dans son enquête de 2019, l'UFC Que-choisir montre que l'accès à Internet est inégalement réparti sur le territoire (10% de la population sont ainsi privés d'un accès de qualité minimale à Internet).



UNE SATISFACTION RELATIVEMENT STABLE SELON LE TYPE D'ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE

Le niveau de satisfaction sur la continuité pédagogique des enseignements, ne semble pas réellement dépendre des différentes strates de l'éducation nationale. En effet, il existe très peu de variation entre la satisfaction à l'égard de la continuité pédagogique lorsque les enfants sont à l'école élémentaire (**76%** de satisfaction) ou au lycée (**74%** de satisfaction). Seul le niveau collège semble apporter une satisfaction légèrement moindre (**68%**).

NOTRE AVIS

L'accès à Internet et aux outils informatiques est également très socialement situé.

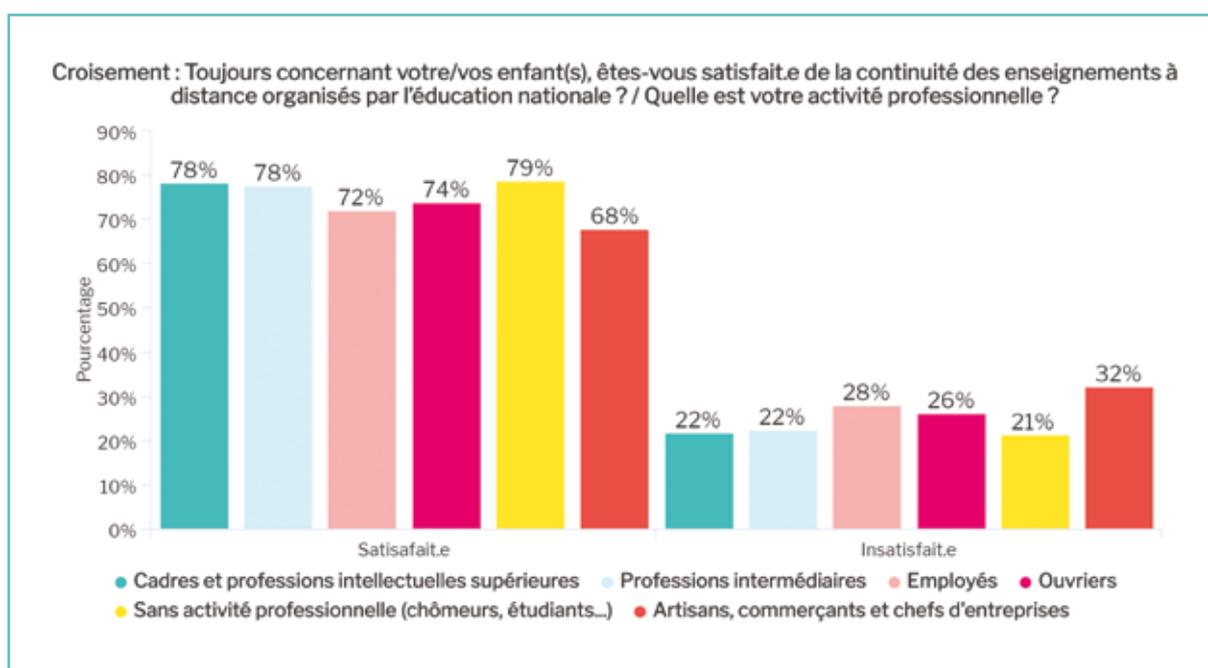
Certains établissements scolaires localisés en quartiers populaires ont ainsi doté les élèves d'ordinateurs afin qu'ils puissent suivre les enseignements à distance... mais tous n'ont pas pu disposer de ce dispositif relevant d'initiative propre aux établissements.

UNE SATISFACTION INÉGALE SELON LE NIVEAU D'ÉTUDE ET L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE DES PARENTS

La satisfaction à l'égard de la continuité pédagogique semblerait liée à certaines exigences que peuvent avoir les parents en fonction de leur activité professionnelle ou de leur propre niveau d'études.

Il existe ainsi 10 points d'écart entre le niveau de satisfaction des parents cadres et professions intellectuelles supérieures / professions intermédiaires (**78%** de satisfaction) et les artisans/commerçants/chefs d'entreprise (**68%** de satisfaction).

Les variations sont plus fortes encore selon le niveau d'études des parents : ceux disposant d'un capital scolaire de niveau bac ont un taux d'insatisfaction beaucoup plus élevé à l'égard de la continuité pédagogique (**39%**) que les parents diplômés des études supérieures ou pas ou peu diplômés (respectivement **20%** et **17%**).





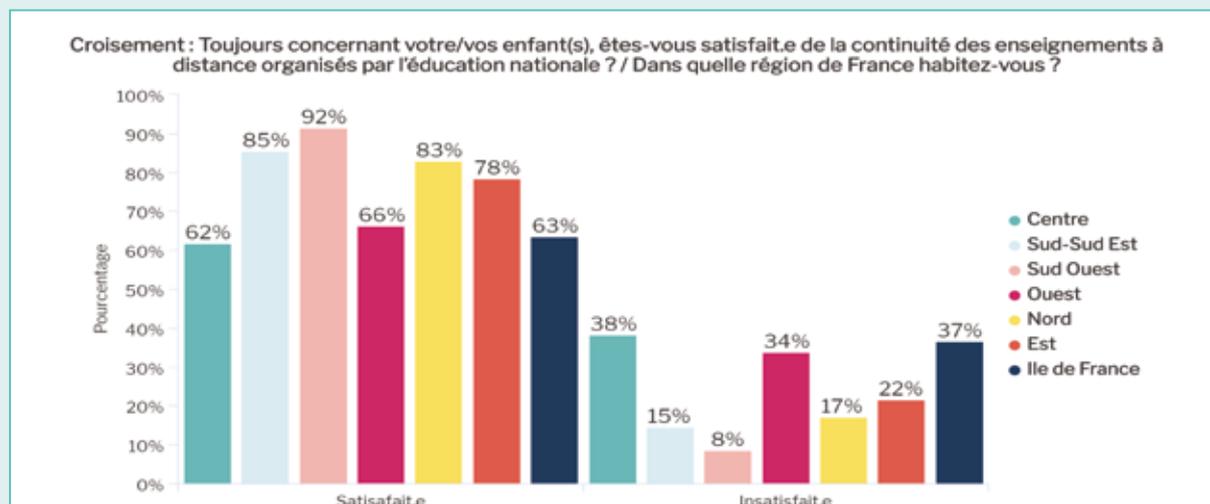
LA SATISFACTION À L'ÉGARD DE LA CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE INÉGALEMENT DISTRIBUTUÉE SUR LE TERRITOIRE

Dans certains territoires, les Français.es se déclarent moins satisfait.es que dans d'autres : c'est le cas des zones Ouest, Centre et de l'Île-de-France, qui concentrent des taux de satisfaction avoisinant **65%**, alors que dans les zones du Nord et du Sud, ces taux sont supérieurs à **80%**, atteignant même **92%** dans le Sud-Ouest.

De même, le fait d'habiter dans une grande ville (à l'exception de Paris) jouerait sur le taux de satisfaction : les parents vivant dans

les villes de plus de 100 000 habitant.es sont globalement plus satisfaits (**84%**) de la continuité pédagogique organisée par l'éducation nationale.

À Paris et en région parisienne, **principal foyer d'insatisfait.es, ce taux chute à 63%**.



ENSEIGNER EST UN MÉTIER : L'APPRÉCIATION PAR LES PARENTS DE LEUR CAPACITÉ À ASSURER LE SUIVI

Les deux tiers des parents (**68%**) considèrent qu'eux-mêmes parviennent à assurer la continuité des cours de leur(s) enfant(s).

Mais enseigner est un métier, et les parents ne sont pas des enseignants. Disposer d'un capital scolaire ne garantit pas les compétences pédagogiques propres à cette profession ; **c'est pourquoi, ils/elles sont seulement 16% à déclarer le faire très bien.**

Ici encore, **les inégalités entre les enfants peuvent être criantes.** Tous n'ont pas des parents disposant du temps nécessaire pour les assister sur cette continuité pédagogique à domicile (par exemple les personnes continuant d'assurer leurs fonctions), ou du capital scolaire leur permettant une aide et un suivi suffisants.

Le palier des études supérieures est discriminant. Les parents disposant d'un bagage d'études plus important (études supérieures) considèrent ainsi avoir plus de facilité à assurer la continuité des cours de leurs enfants (**75%** d'entre eux, contre **60%** pour les parents disposant d'un niveau bac ou inférieur).

Le niveau scolaire des enfants joue également sur la perception qu'ont les parents de parvenir à assurer ou non la continuité des cours.

Ceux dont les enfants sont à l'école élémentaire semblent connaître moins de difficultés à assurer le suivi (**71%** considèrent qu'ils le font bien) que ceux dont les enfants sont au collège-lycée (**61%-58%**). La difficulté accrue des enseignements influe probablement sur la capacité des parents à aider leurs enfants.

*Enfin, cette question comporte **un caractère subjectif** d'appréciation personnelle ; tout un chacun peut estimer qu'il parvient ou non à assurer la continuité des enseignements sans que cela soit objectivement le cas.*

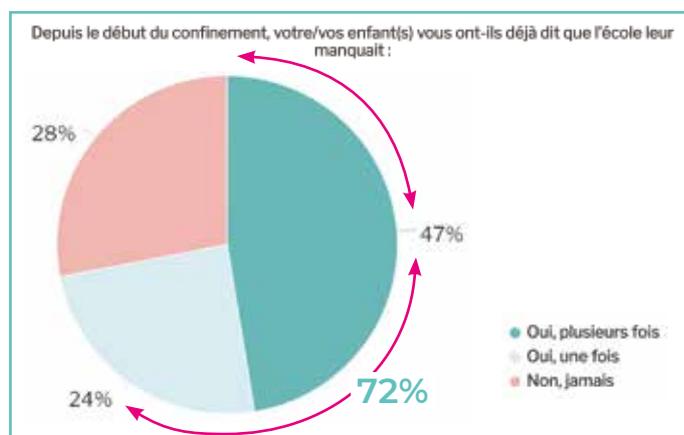


LES ENFANTS REGRETTENT L'ÉCOLE EN TANT QUE VECTEUR DE SOCIABILITÉ

Près des trois quart (72%) des parents déclarent que leur enfant leur a affirmé que l'école lui manquait.

La vague d'entrain provoquée chez certains d'entre eux par la fermeture des écoles n'a été que temporaire ; au-delà de la contrainte purement scolaire, **l'école est aussi un cadre structurant pour les élèves mais aussi et surtout, un cadre de sociabilité** où ils retrouvent leurs ami.es en dehors du cadre parental.

À cet égard, comme les adultes, **les enfants regrettent la perte des liens sociaux et amicaux habituels, qu'ils trouvent principalement à l'école.**



NOTRE AVIS

Enseigner est un métier ; les parents en ont pris conscience durant le confinement. Nombre d'entre eux admettent avoir rencontré des difficultés pour assurer le suivi de leurs enfants, notamment dans le secondaire.



5.

Le respect du confinement et des mesures de précaution

L

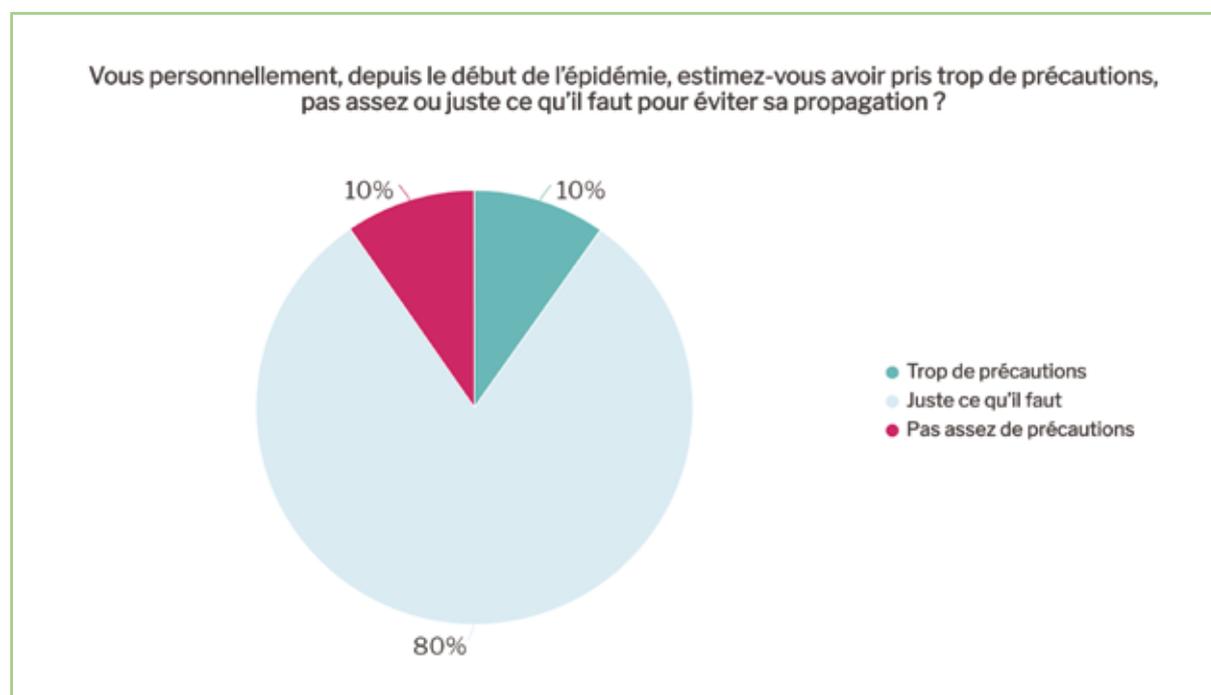
Le sentiment d'avoir pris de bonnes précautions est prégnant chez les Français.es, tout comme celui d'avoir respecté les règles du confinement. En revanche, des distinctions existent entre le respect d'une application stricte ou souple des mesures.

Cette décision d'appliquer ou non une flexibilité aux règles varie selon l'âge et l'appréhension d'un risque encouru personnellement en tant que personne à risques, l'inquiétude vis-à-vis de l'épidémie, ou l'appréciation d'un dispositif jugé ou non proportionné à la situation.

UNE PERCEPTION GLOBALE D'AVOIR PRIS DE BONNES PRÉCAUTIONS ET RESPECTÉ LES RÈGLES DE CONFINEMENT

Plus de 8 Français.es sur 10 estiment avoir pris les précautions nécessaires pour empêcher la propagation du virus.

Seul.e 1 Français.e sur 10 juge ne pas en avoir pris assez. La même proportion de Français.es pensent en avoir pris trop, ce qui pourrait correspondre à une fraction s'étant sur-confinée et sur-protégée, par crainte de contracter le virus ou de le propager.





Ce sentiment de respect des précautions s'explique par le fait que **les Français.es sont convaincu.es de la pertinence du confinement** dans les conditions dans lesquelles il est décrété : **les deux tiers estiment le dispositif tout à fait proportionné, et seul.e un.e Français.e sur 10 le juge non proportionné.**

Persuadé.es du bien-fondé du dispositif, les Français.es se sont globalement employé.es sans réticence à le respecter.

La quasi-totalité des Français.es (97%) déclarent respecter les règles de confinement. Seul.es **24%** appliquent les règles de manière souple avec quelques sorties dites « de plaisir ».

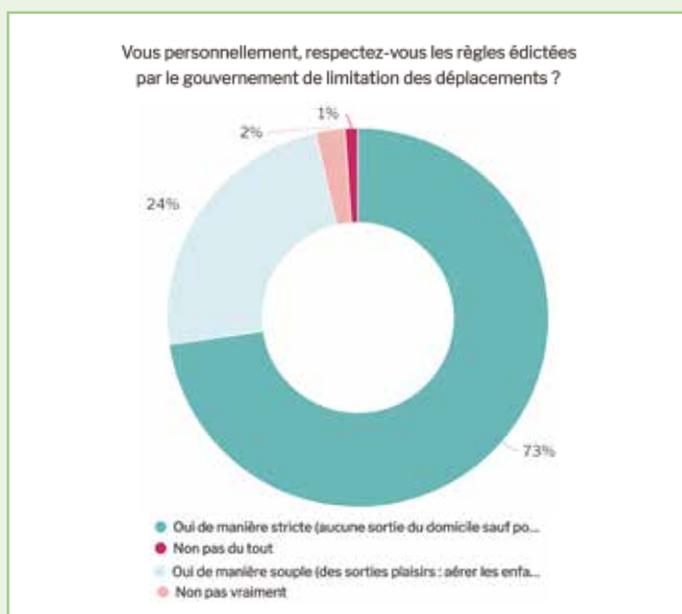
NOTRE AVIS

L'application "souple" des mesures de confinement, notamment dans les grandes villes, a particulièrement fait débat et cristallisé les tensions autour de la pratique du jogging, qualifiée en cette période d'irresponsable par les citoyen.nes qui y étaient opposé.es.

L'APPLICATION DE MESURES STRICTES DE CONFINEMENT DÉTERMINÉE PAR L'ÂGE...

L'âge est très fortement lié au respect du confinement dès lors qu'il est corrélé au risque personnel. Les personnes âgées (65 ans ou plus) sont les plus nombreuses à déclarer respecter le confinement de manière stricte (**81%**).

Comme elles constituent la population la plus à risque, le respect du confinement relève non plus du devoir collectif mais d'un **risque de santé personnel**.



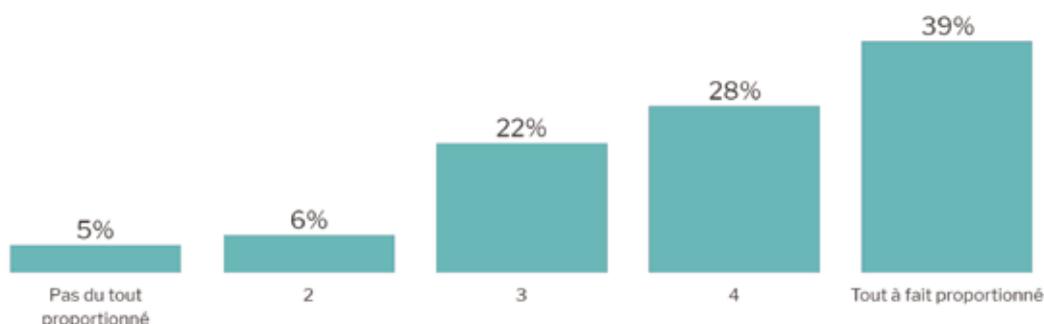
À l'inverse, chez les jeunes, le respect du confinement est plus globalement lié à la responsabilité collective de ne pas contaminer des personnes à risque.

La perception du risque personnel étant moindre, le confinement a été respecté de manière plus souple. C'est notamment le cas pour la tranche des 25-34 ans : **37%** d'entre eux déclarent avoir respectés de manière souple le confinement contre **17%** chez les plus de 65 ans.

... L'INQUIÉTUDE VIS-À-VIS DE L'ÉPIDÉMIE...

L'inquiétude des Français.es vis-à-vis de l'épidémie joue un rôle dans l'application des mesures de confinement. **Plus ils sont inquiets, plus ils ont tendance à appliquer des mesures de confinement strict** : le respect de confinement strict est suivi par **86%** des personnes se déclarant très inquiètes, alors que « seules » **50%** des personnes ne s'estimant pas du tout inquiètes appliquent un confinement strict.

Les français et françaises sont appelé.es à rester chez eux et à limiter leurs déplacements au strict nécessaire. Sur une échelle de 1 à 5, dans quelle mesure estimez-vous que ce dispositif soit proportionné à la situation actuelle en France :



... ET UN DISPOSITIF JUGÉ APPROPRIÉ OU NON

La perception d'un caractère disproportionné des mesures de confinement incite également à jouer avec la souplesse des règles : **82% des personnes jugeant le dispositif tout à fait proportionné appliquent des règles de confinement strict**, contre **62%** des personnes ne le jugeant pas du tout proportionné.

LE POIDS DU NOMBRE DANS LA SOUPLESSE DES RÈGLES DE CONFINEMENT

Les personnes seul.es ou à deux se conforment plus volontiers à un confinement strict (**75-78%**) que les personnes confinées à 3, 4 ou plus (**63 à 70%**).

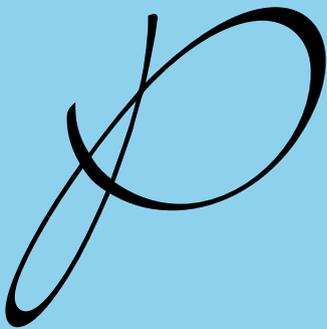
NOTRE AVIS

Ce peut être le cas des familles estimant préférable d'appliquer une souplesse aux règles de confinement, de s'allouer des moments pour, par exemple, emmener en promenade des enfants, qui ressentent plus de difficultés à rester enfermés et pour qui les sorties en plein air s'avèrent primordiales.



6.

Epidémie et action de l'exécutif



Près des trois quarts des Français.es s'estiment inquièt.es vis-à-vis de l'épidémie. À cet égard, au-delà de l'anxiété inhérente à la propagation du virus, ils voient d'un œil circonspect l'action gouvernementale, **puisque la majorité d'entre eux estiment que l'exécutif n'a pas été à la hauteur de la situation, n'a pas alloué de moyens suffisants aux professionnel.les de santé pour lutter contre le virus, a manqué de clarté dans sa communication...**

Seul point positif au tableau : le dispositif de confinement a globalement été bien accepté et jugé proportionné.

Face à la crise économique qui se profile, ils sont partagés face à d'éventuelles mesures temporaires d'assouplissement du code du travail.

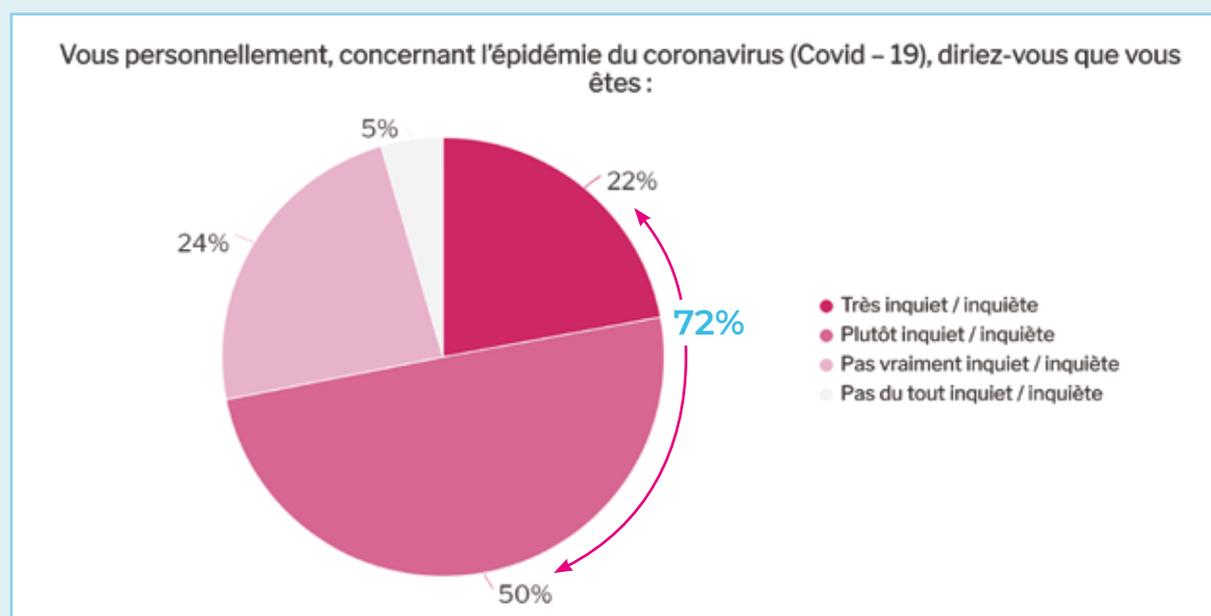
UNE ANXIÉTÉ MARQUÉE MAIS STABLE FACE AUX CRISES SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE

Les Français.es manifestent de manière marquée leur anxiété face à l'épidémie puisque **72% se déclarent inquièt.es.**

Ce chiffre, corroboré par les divers sondages, se stabilise autour de **70-75%** depuis la mi-avril, après une importante augmentation en conséquence du prolongement du confinement (seul.es 47% se déclaraient inquièt.es selon le baromètre Ifop de début mars.)

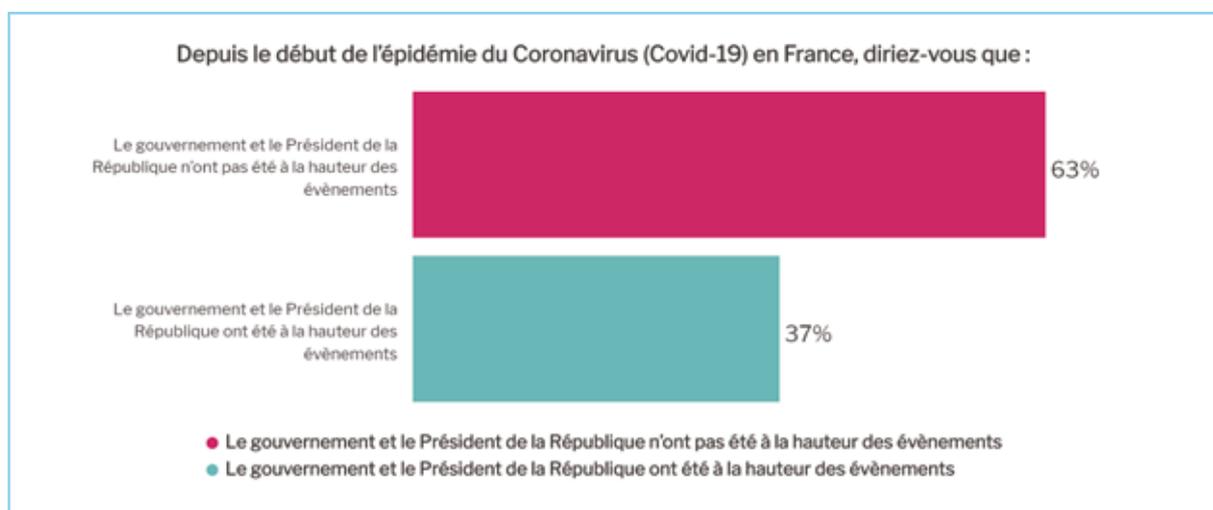
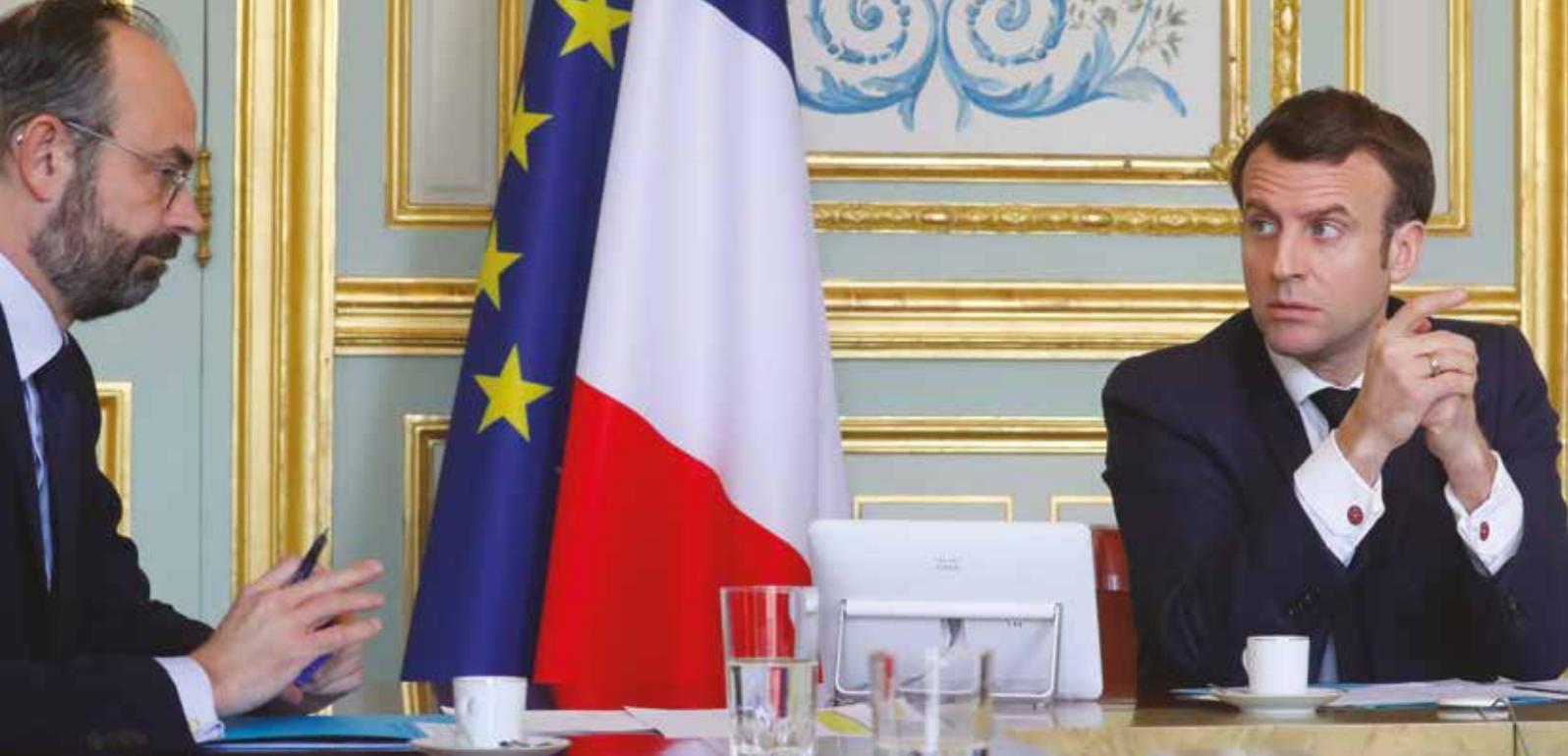
NOTRE AVIS

Les prises de parole des pouvoirs publics ne semblent pas rassurer les **Français.es, qui craignent, après la crise sanitaire ou en parallèle de celle-ci, une crise économique.**



Les degrés de confiance exprimés envers les différents acteurs politiques sont aussi similaires que faibles.

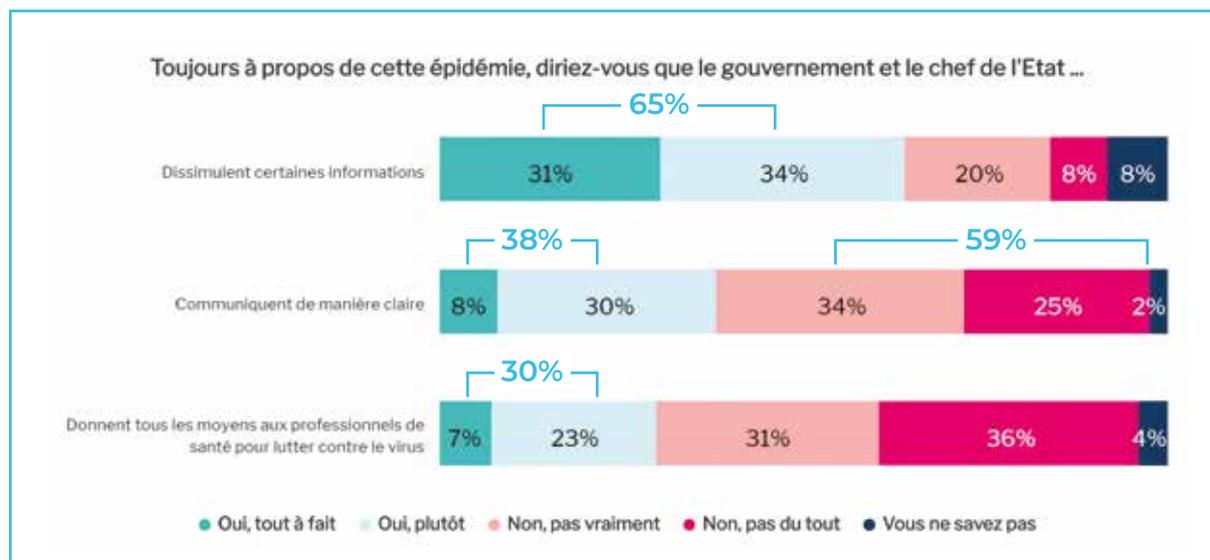
Si les deux personnalités issues du monde de la santé (Olivier Véran et Jérôme Salomon) peuvent se prévaloir d'une confiance supérieure à celle accordée au couple exécutif (respectivement 46 et 47% d'opinions favorables contre 42%), la différence reste assez peu marquée.



UNE DÉFIANCE APPARENTE ENVERS LE POUVOIR EXÉCUTIF

La défiance est plus apparente lorsque les Français.es doivent se prononcer sur la capacité qu'a eue le pouvoir exécutif à gérer cette crise puisque **près des deux tiers (63%) estiment qu'il n'a pas été à la hauteur des événements.**

L'inquiétude vis-à-vis de l'épidémie n'a pas de réel poids dans cette opinion : **74% des Français.es ne se déclarant pas du tout inquièt.es vis-à-vis de l'épidémie estiment que le gouvernement n'a pas été à la hauteur,** contre 68% de celles et ceux qui se déclarent très inquièt.es.



Principal marqueur de cette défiance :

Près des deux tiers des Français.es (65%) pensent que le pouvoir exécutif dissimule certaines informations. Ils manifestent ainsi à son encontre une réelle défiance : 59% d'entre eux estiment que l'exécutif ne communique pas de manière claire.

67% des Français.es estiment que l'exécutif n'a pas donné de moyens suffisants aux professionnels de santé pour lutter contre le virus.

Les messages d'alerte particulièrement médiatisés des professionnels de santé au cours de cette période ont certainement influencé cette opinion.

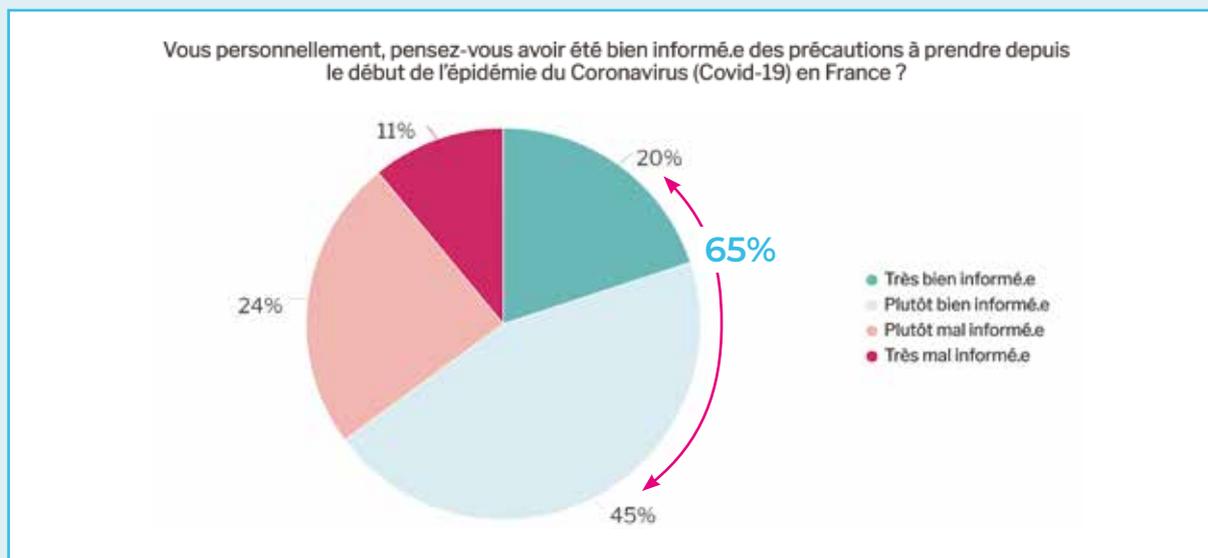
NOTRE AVIS

L'impréparation du gouvernement, les imprécisions et prises de parole contradictoires apportées par le couple exécutif et leurs ministres, notamment concernant les masques, l'ouverture ou la fermeture des écoles, les élections, ainsi que les carences constatées et médiatisées en matériel de protection... ont certainement eu une incidence sur l'expression de ces opinions.

Plusieurs sondages récents montrent qu'une majorité d'Européens estiment pour leur part que leur gouvernement a été à la hauteur de la situation.

Ce n'est pas le cas en France, où l'ensemble des "couacs" a généré chez le Français.es un regard plus sévère sur leur gouvernement.

Les Français.es sont à ce titre les plus sévères d'Europe.



Par ailleurs, les Français.es estiment globalement qu'ils ont reçu une bonne information quant aux mesures de précaution : 65% d'entre eux estiment qu'ils ont été bien informés.

UN CONFINEMENT JUGÉ PROPORTIONNÉ À LA SITUATION

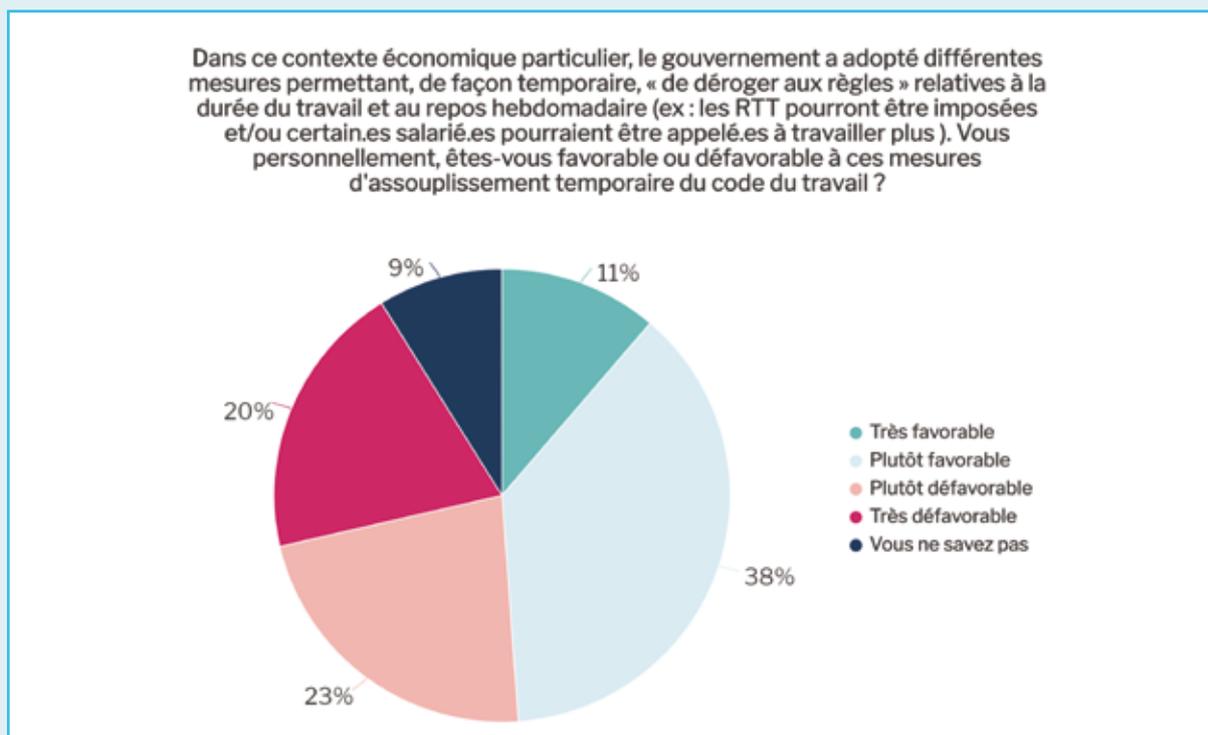
Les deux tiers des Français.es (**67%**) estiment que le confinement tel qu'il a été décrété, était proportionné à la situation. **Ce dispositif a donc été accepté et respecté par une grande majorité de citoyen.nes.**

Cependant des différences existent entre les individus selon leur âge ou leur niveau de diplôme : **ainsi une grande partie des seniors (47%) et des personnes âgées (43%) estiment que le dispositif est tout à fait proportionné**, alors que les plus jeunes sont plus modérés (**seul.es 33% des 18-24 ans l'estiment tout à fait proportionné**).

Dans les régions particulièrement touchées par l'épidémie, les habitant.es ont la plus forte tendance à estimer que le confinement est proportionné à la situation (**c'est le cas de 70% des Français.es résidant en Île-de-France ou dans l'Est**).

À l'inverse, ce taux diminue dans les régions où le virus a moins circulé : **60%** des Français.es résidant dans le Sud-Ouest et **54%** de ceux résidant dans le Centre le jugent proportionné.

UN CONSENTEMENT INATTENDU (?) À L'ASSOUPLISSEMENT TEMPORAIRE DU CODE DU TRAVAIL



Les Français.es sont globalement plus favorables (49%) que défavorables (43%) à un assouplissement temporaire du code du travail.

Ces opinions ont tendance à être dictées par les propres intérêts des individus. **Ce sont ainsi les deux catégories de population les moins actives sur le marché du travail qui sont favorables à des mesures d'assouplissement : les 18-24 ans (55%) et les plus de 65 ans (69%).** À l'inverse seules **41%** des 25-34 ans le sont.

De la même façon, les **intérêts particuliers propres** à certaines catégories socioprofessionnelles se reflètent dans leurs réponses. **70% des artisans, commerçants et chefs d'entreprise** et **57% des cadres et professions intellectuelles supérieures** se déclarent ainsi favorables à ces assouplissements. **Ce sont les seuls actifs à y être majoritairement favorables.**



NOTRE AVIS

Le consentement à une dérogation aux règles relatives à la durée du travail est en partie déterminé par le statut et la position hiérarchique des individus. Les artisans, commerçants, chefs d'entreprise et les cadres y semblent plus favorables.

Traditionnellement, les modifications de la législation du travail vers plus de flexibilité sont pourtant régulièrement soumises à de fortes oppositions, voire des mobilisations sociales.

Il est intéressant de constater que les oppositions sont minoritaires dans le contexte actuel. La situation de crise économique à venir rend vraisemblablement plus légitimes, aux yeux de la moitié des Français.es, des formes d'assouplissement du code du travail.

Ces concessions semblent uniquement justifiées par la situation.



7.

Crise et questionnements

L

La crise sanitaire a amené avec elle de nombreuses questions d'opinion. Aux rangs de celles-ci, l'hypothèse de l'antipaludéen chloroquine comme traitement possible du Covid-19, portée sur le devant de la scène par le professeur Didier Raoult, a divisé le monde scientifique et, dans son sillage, l'opinion publique.

Le soutien unanime au personnel soignant s'est cristallisé dans la pratique des applaudissements de 20h, inégalement suivie selon les individus, les régions et le type d'espaces.

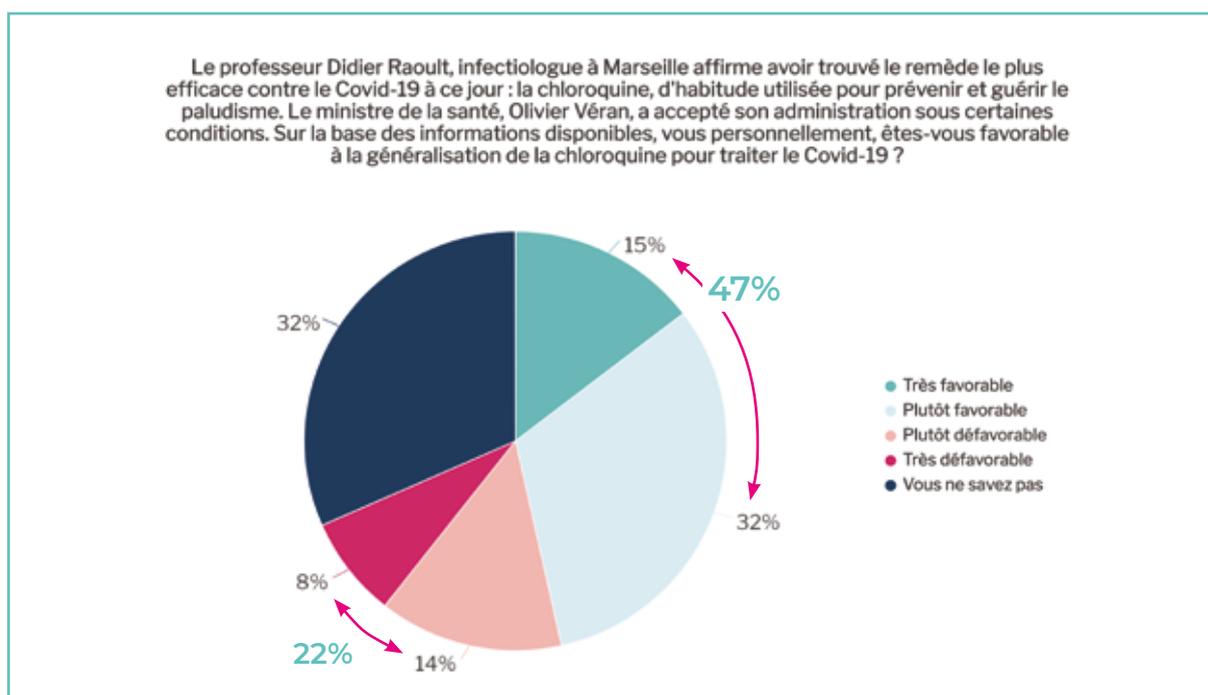
Enfin, des professions d'ordinaire « invisibilisées » ont assuré la continuité économique du pays, recueillant les faveurs d'une très grande partie de la population.

USAGE DE LA CHLOROQUINE : UN DÉBAT ÂPRE, COMPLEXE ET QUI DIVISE

La généralisation de la chloroquine pour traiter le Covid-19 a été un **débat majeur de la période de confinement**, ce qui se traduit dans cette étude puisque **47%** des Français.es se déclarent favorables à ce traitement et **22%** d'entre eux s'y déclarent défavorables.

Il est intéressant de noter que **le tiers d'entre eux (32%) ne se sentent pas en capacité de répondre**.

Ils ne se sentent pas légitimes pour se prononcer sur un sujet qui a profondément divisé la communauté scientifique elle-même, et dont deux études publiées le 15 mai concluent à une mise en doute de son efficacité, **et des effets secondaires plus importants que ceux des traitements standards**.





SOUTIEN AU PERSONNEL SOIGNANT...

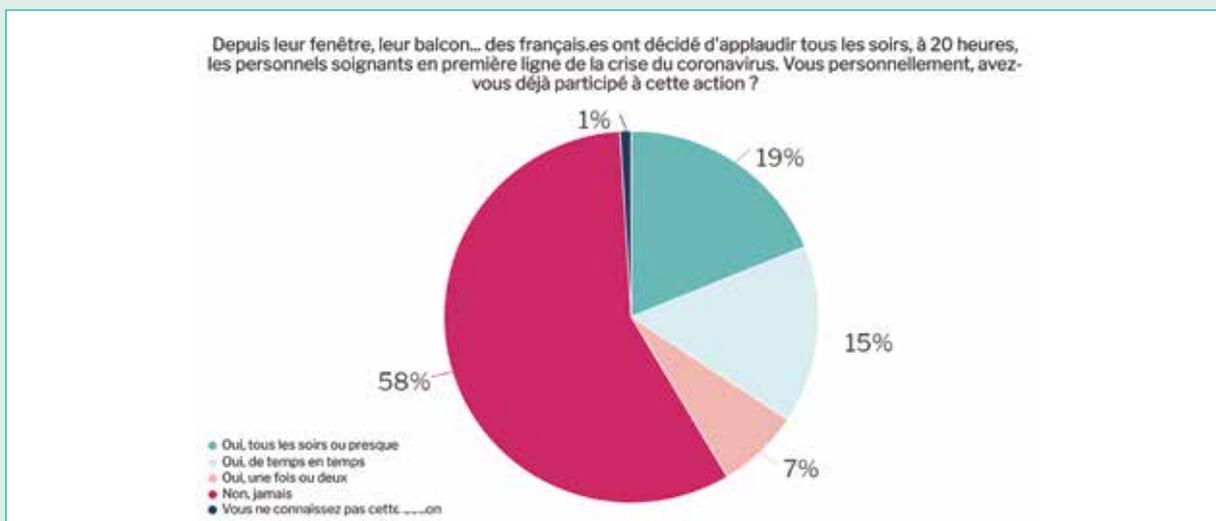
4 Français.es sur 10 déclarent avoir participé aux applaudissements collectifs envers le personnel soignant et seul.es 2 Français.es sur 10 l'ont fait tous les soirs ou presque.

Dans les zones les plus touchées par l'épidémie, la participation aux applaudissements était la plus importante : 52% des Français.es habitant l'Île-de-France et 50% de ceux habitant dans l'Est ont applaudi tous les soirs ou presque.

Cette participation était beaucoup moins élevée dans les territoires où le virus a moins circulé.

Les applaudissements au personnel soignant ont touché plus particulièrement Paris, sa région et les grandes villes.

Un tel élan collectif était une occasion de convivialité aux fenêtres : 58% des gens ont applaudi tous les soirs ou presque à Paris et 50% dans les villes de plus de 100 000 habitant.es.



... ET PROFESSIONS ASSURANT LA CONTINUITÉ ÉCONOMIQUE

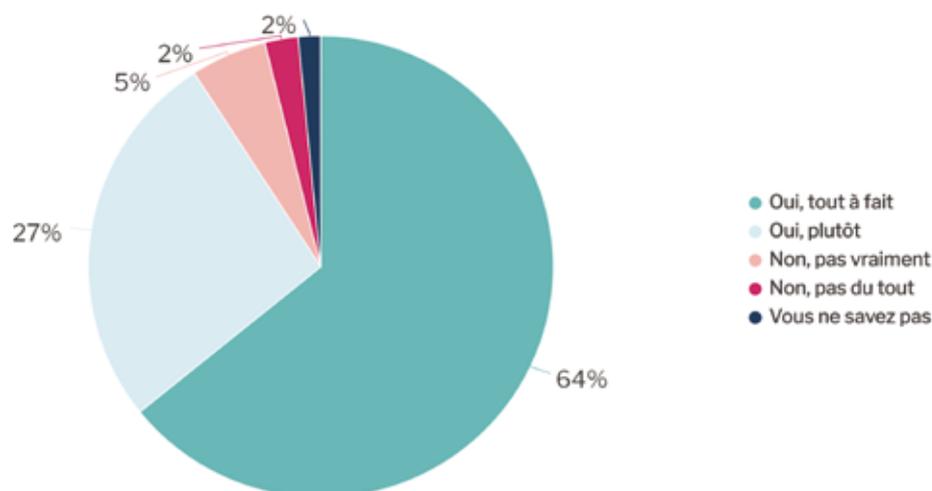
Au-delà du soutien affiché envers le personnel soignant, **celui envers les salarié.es assurant la continuité de l'activité et des commerces est quasi-unanime** puisque 9 Français.es sur 10 affirment vouloir les soutenir autant que le personnel soignant.

NOTRE AVIS

La crise sanitaire a rendu plus évidentes encore les inégalités sociales et celles du travail. Les travailleuses et travailleurs de l'ombre (caissier.es, livreur.ses, éboueurs, chauffeurs routiers) ont été, de manière inédite, placé.es sous les feux des projecteurs et salué.es par les Français.es. Ils passent d'une forme "d'invisibilité" au statut de "key workers".

L'utilité de leurs fonctions, particulièrement dans cette période de crise, et de manière générale, a été reconnue et louée par de nombreux observateurs, jusqu'au président de la République lui-même.

Vous personnellement, diriez-vous qu'il faudrait aussi soutenir les salarié.es qui continuent de se rendre sur leur lieu de travail (caissier.es / pharmacien.nes / éboueur.ses / policières et gendarmes / livreur.ses ...) :





Après deux mois de crise sanitaire où les professionnel.les du monde hospitalier ont été sollicité.es et ont affronté le fait d'être en première ligne, ils ont exprimé très clairement leurs revendications : **obtenir plus de moyens financiers, plus d'équipements, et l'augmentation de leurs effectifs afin de pouvoir remplir leur mission dans les meilleures conditions.**

Ils évoquent également une revalorisation salariale, dans un pays où tou.tes les soignant.es ne sont pas rétribué.es à leur juste mesure.

NOTRE AVIS

Dès le début de la crise, les soignant.es se sont surmobilisé.es en nombre et en première ligne, et ont pallié le manque de moyens des hôpitaux par leur dévouement et leur efficacité.

Au regard des efforts colossaux fournis par les soignant.es, l'idée d'attribution d'une médaille, évoquée trop hâtivement par Sibeth Ndiaye, a été très mal perçue. Il faudra effectivement bien plus que des symboles pour satisfaire le personnel hospitalier après des mandats successifs de coupes budgétaires franches et ainsi répondre aux attentes légitimes des soignant.es.

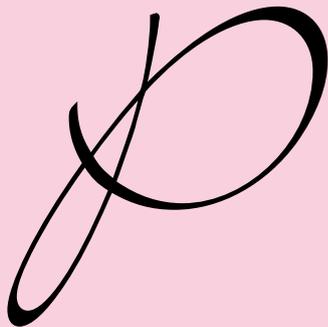
Lassé.es de travailler dans de mauvaises conditions pour un salaire sous-évalué, de nombreux professionnel.les de santé à bout abandonnent et quittent chaque année l'hôpital public.

Selon le panorama de la santé publié en 2017 par l'OCDE, les infirmier.es hospitalier.es sont particulièrement mal payé.es, puisqu'elles et ils perçoivent une rémunération inférieure de 5% au salaire moyen français, alors que la rémunération des infirmier.es hospitalier.es est supérieure de 14% au salaire moyen dans l'ensemble des pays de l'OCDE.



8.

Crise et solidarités



Période de crise sanitaire oblige, **les Français.es ont plus spécifiquement orienté leurs dons financiers vers les hôpitaux** et dans le domaine de la santé en général.

Leur choix a été vraisemblablement dicté par la forte présence médiatique éclairant l'univers hospitalier et l'insuffisance des moyens dont ils disposaient.

De manière plus générale, ce fut également une période propice à l'éveil de solidarités de toutes sortes.

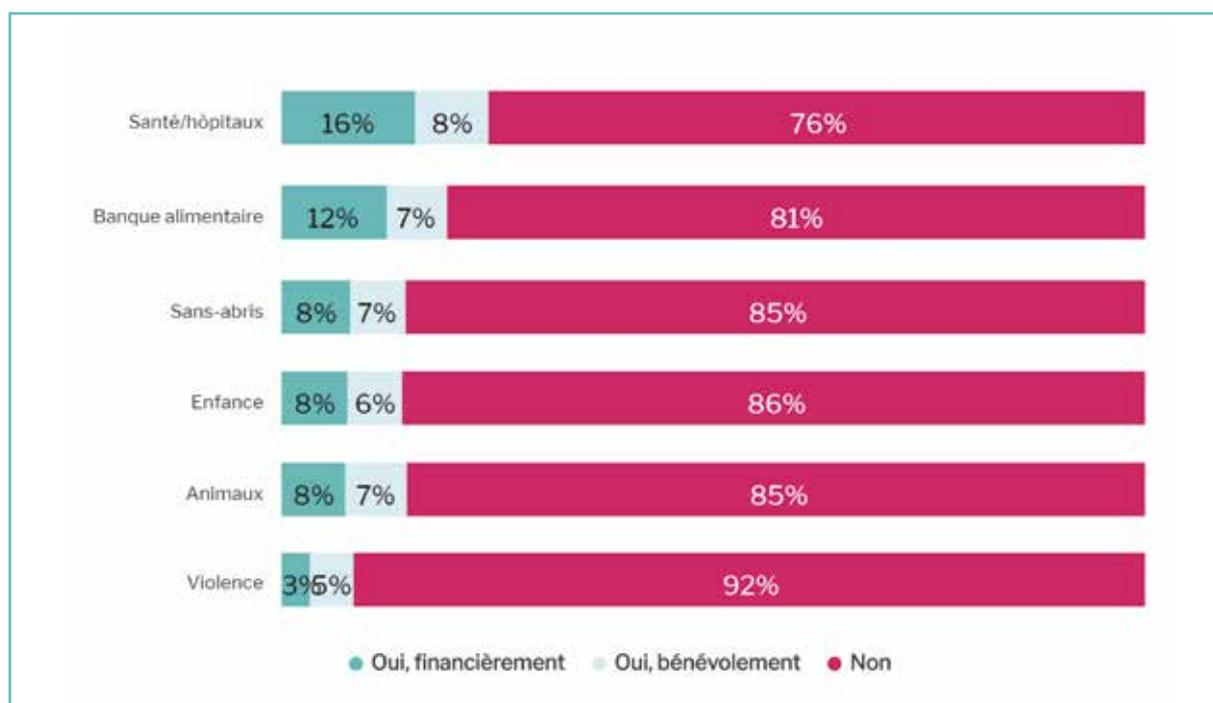
DES DONS DIRIGÉS VERS LA SANTÉ ET LES HÔPITAUX

Dans cette période particulière d'épidémie, **le monde de la santé et les hôpitaux captent assez logiquement une plus importante partie des dons financiers (16% contre 12% pour la banque alimentaire qui arrive en deuxième position).**

La médiatisation des faibles moyens alloués aux hôpitaux et les importantes campagnes de dons, comme celle de l'AP-HP, ont probablement contribué à cet aiguillage des dons.

On peut mettre en parallèle cette donnée avec le fait que les deux tiers (67%) des Français.es estiment que le gouvernement ne donne pas tous les moyens nécessaires au personnel de la santé.

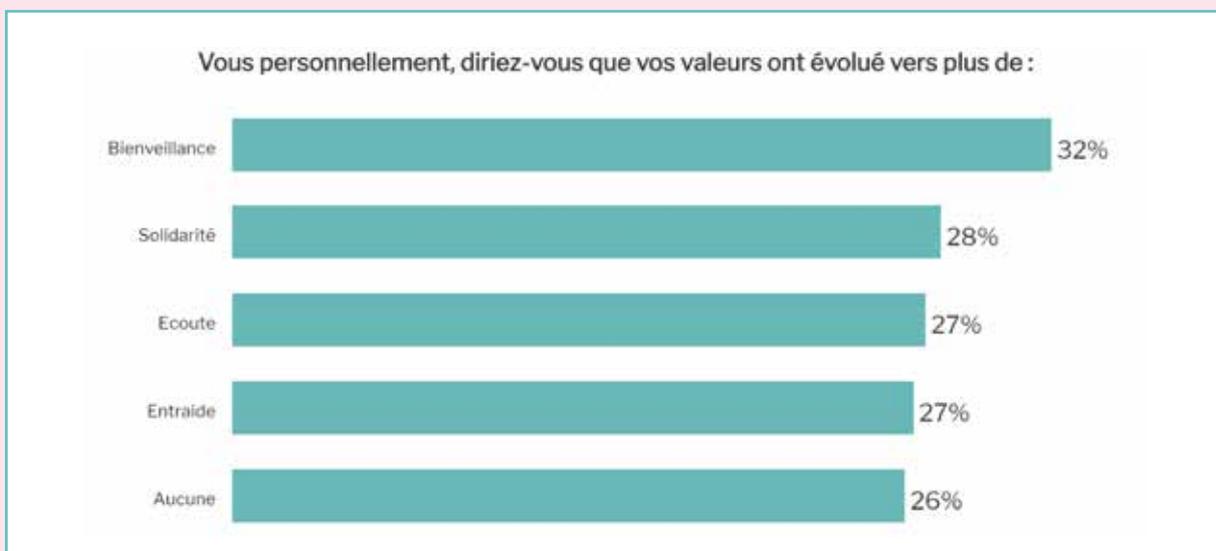
Dans le cas exceptionnel de cette crise, les personnes ayant donné en plus grand nombre sont les retraités (25%), les professions intellectuelles supérieures (23%) et les ménages les plus aisés (30%).





L'ACCENT MIS SUR LES SOLIDARITÉS ET BIENVEILLANCE HUMAINES

Plus d'un quart des Français.es affirment que leurs valeurs ont évolué vers plus de bienveillance (32%), solidarité (29%), entraide et écoute (27%) ; autant de valeurs associées au champ sémantique de l'altruisme et qui expriment une **volonté de solidarité en cette période difficile** pour la plupart des Français.es.





9.

Les municipales en contexte d'épidémie

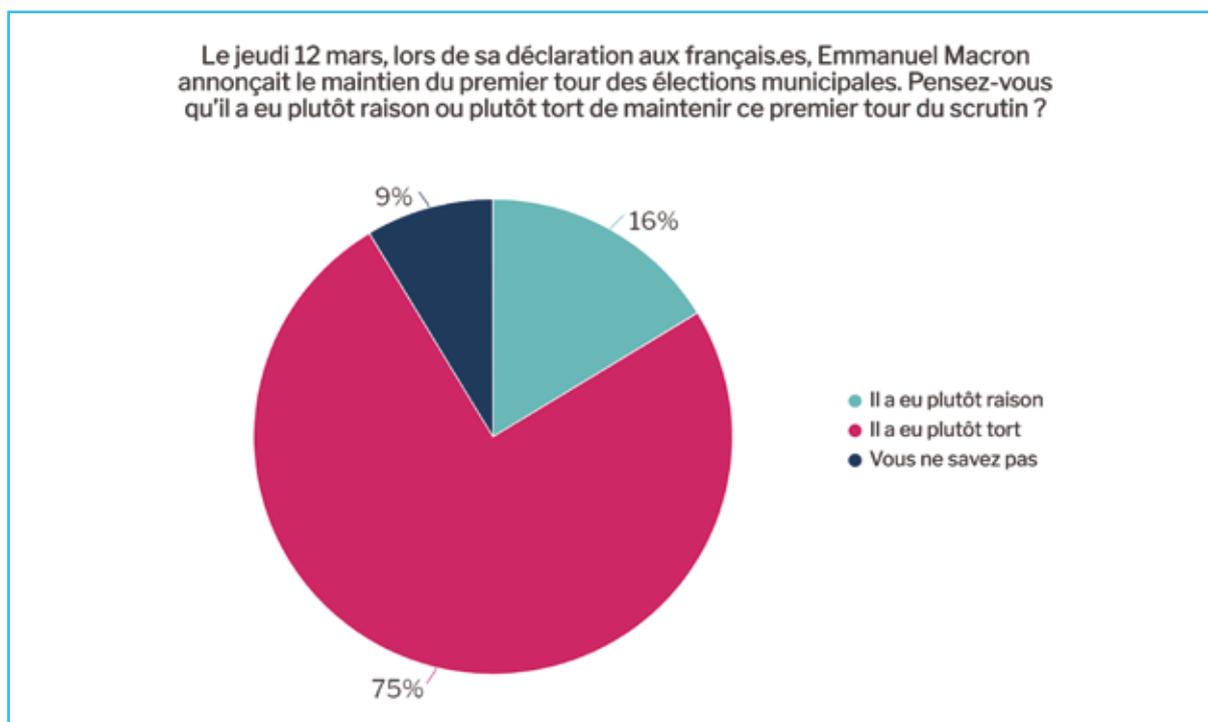
A

Alors que fermaient restaurants et bars, et affleurait un confinement dont on taisait encore le nom, **la décision de maintenir le premier tour des élections municipales a été vivement critiquée par une majorité de Français.es (75%)**. Beaucoup d'entre eux estiment avoir pris un risque en allant voter, et ceux qui ne l'ont pas fait invoquent la crainte de l'épidémie comme principal facteur de leur choix, portant le taux d'abstention à un record de **55%**.

MAINTIEN DU PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES : UNE DÉCISION QUI NE PASSE PAS

Les Français.es sont très critiques vis-à-vis de la décision prise par le président de la République de maintenir le premier tour des élections municipales, puisque les **trois quarts d'entre eux (75%) estiment que le président a eu tort de maintenir ce premier tour.**

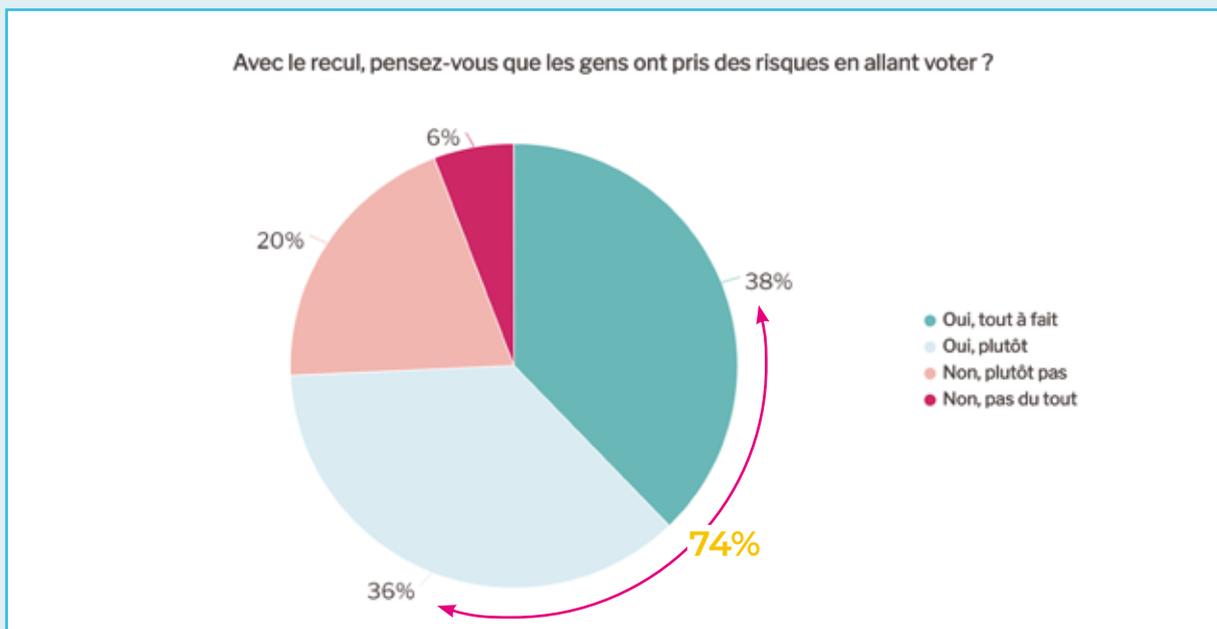
Cette opinion est partagée par les votant.es et les abstentionnistes, mais pas dans les mêmes proportions : **86%** des abstentionnistes ont une perception négative de cette décision, contre **66%** des personnes qui se sont rendues dans l'isoloir.





74% des Français.es estiment qu’être allé.es voter le 15 mars a représenté un risque pour eux.

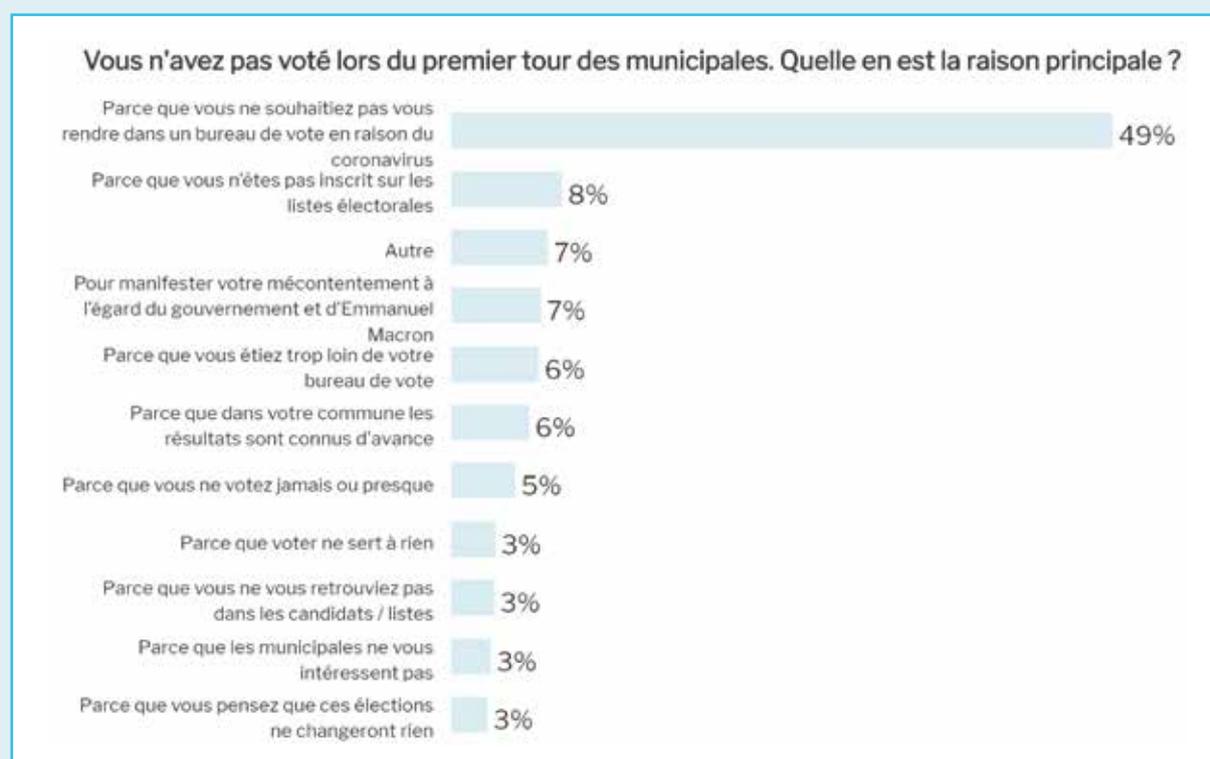
Une majorité de votant.es estiment donc, sur le moment ou avec le recul, avoir pris un risque en allant voter. C’est le cas pour **64%** d’entre eux. **Les abstentionnistes sont beaucoup plus sévères sur la perception du danger** puisque **86%** d’entre eux estiment que les gens qui se sont déplacés aux urnes ont pris un risque.



UNE ABSTENTION FAVORISÉE PAR L'ÉPIDÉMIE...

Dans le cas particulier de ce scrutin, les Français.es qui ne se sont pas déplacé.es aux urnes évoquent **principalement une crainte de l'épidémie de Covid-19 : 49% des abstentionnistes** invoquent cette raison.

Les raisons plus classiques d'abstention, qu'elles soient d'ordre politique ou pratique, sont beaucoup moins citées : **7%** des abstentionnistes ne sont pas allé.es voter pour manifester leur mécontentement à l'encontre du gouvernement, **6%** parce qu'ils étaient trop éloignés de leur bureau de vote, **3%** car ils ne croient pas en l'acte de voter.



Les élections municipales demeuraient, avec l'élection présidentielle, le scrutin qui fédérait le plus les Français.es.

Une telle chute de la participation (-19 points par rapport à 2014) semble anormale.

L'épidémie a joué un rôle majeur dans cette abstention record. La peur du virus, avancée par la moitié des abstentionnistes pour motiver leur choix de ne pas se rendre aux urnes, était réelle.

La volonté affichée par les politiciens de tous bords de maintenir coûte que coûte le premier tour des municipales leur fait porter une responsabilité collective.

Le gouvernement a décrété dans le même temps la fermeture des bars et restaurants, l'interdiction des rassemblements et le maintien du scrutin.

Cette communication confuse (« restez chez vous mais allez voter »), a certainement contribué à tenir les Français.es écartés.es des urnes.

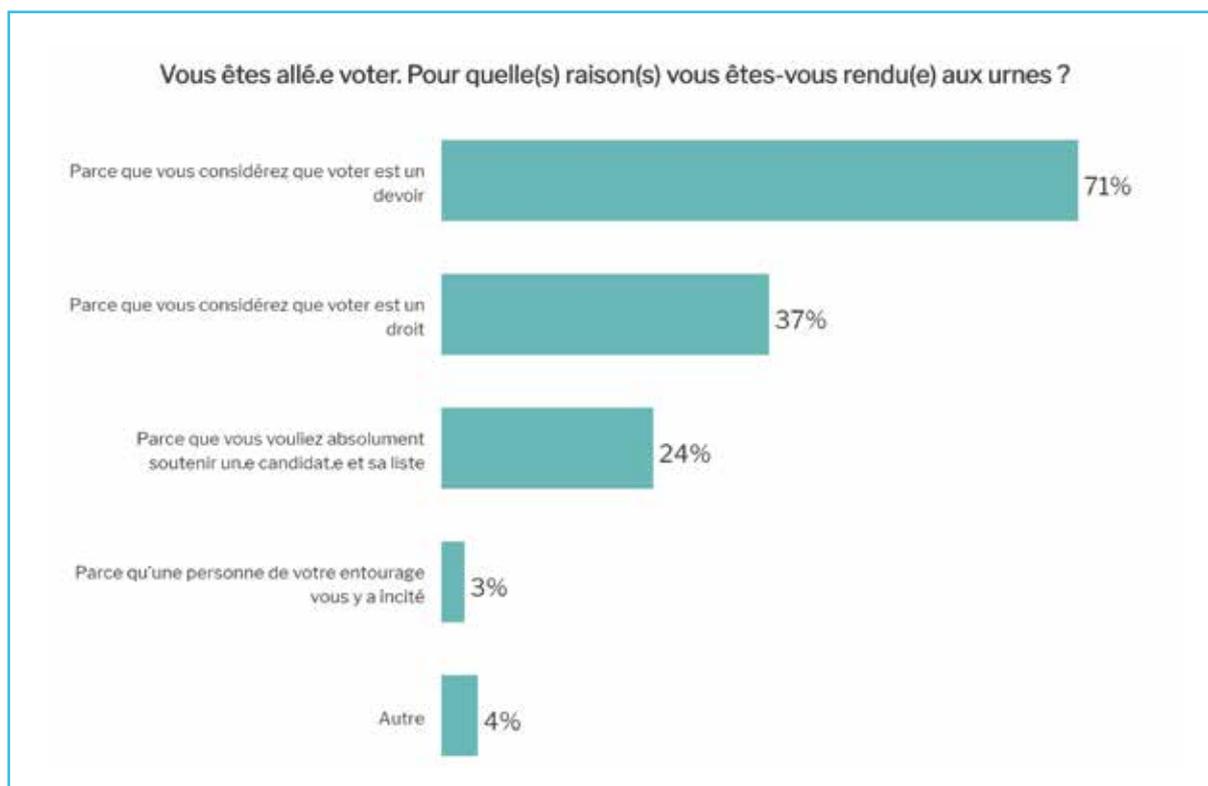
... NOTAMMENT CHEZ LES PERSONNES ÂGÉES

L'impact du Covid-19 dans l'abstention se vérifie tout particulièrement chez les personnes âgées. 57% des plus de 65 ans ne s'étant pas rendu.es aux urnes évoquent le contexte de l'épidémie. Inversement, ils ne sont que 32% chez les plus jeunes (18-24 ans).

Les personnes de plus de 50 ans, habituellement fidèles aux scrutins électoraux, ont donc été les plus touchées par ce contexte exceptionnel.

La représentation du vote comme un droit mais également un devoir est très ancrée chez les personnes qui se rendent aux urnes : 71% affirment être allés voter car ils considèrent que voter est un devoir, et un tiers d'entre eux (37%) parce qu'ils estiment que voter est un droit.

LE VOTE, PERÇU COMME UN DROIT ET UN DEVOIR





L'impératif social joue donc toujours un rôle prépondérant dans la participation électorale, plus que le soutien affirmé à tel ou tel candidat qui ne représente que **24%** des réponses.

Ce sentiment de devoir est plus marqué chez les plus âgés (**57%**) que chez les jeunes générations (**43%**).

NOTRE AVIS

Les Français.es ont globalement manifesté leur désaccord avec la tenue du premier tour des élections municipales dans un tel contexte de crise sanitaire.

En raison d'une abstention record qui pourrait s'expliquer en partie par l'épidémie, la légitimité du premier tour a été remise en cause par certains maires désavoués au premier tour, ce qui s'est cristallisé dans la multiplication des recours déposés devant les tribunaux administratifs.

Au-delà de ces cas juridiques, la situation de ces élections demeure loin d'être réglée : le second tour doit encore se tenir dans près de 5 000 communes, principalement les moyennes et grandes villes.

À l'heure où rien ne garantit que les Français.es soient prêt.es à retourner dans l'isolement, le gouvernement a décidé, que le deuxième tour des élections aurait lieu le 28 juin.



10.

L'après-confinement

L

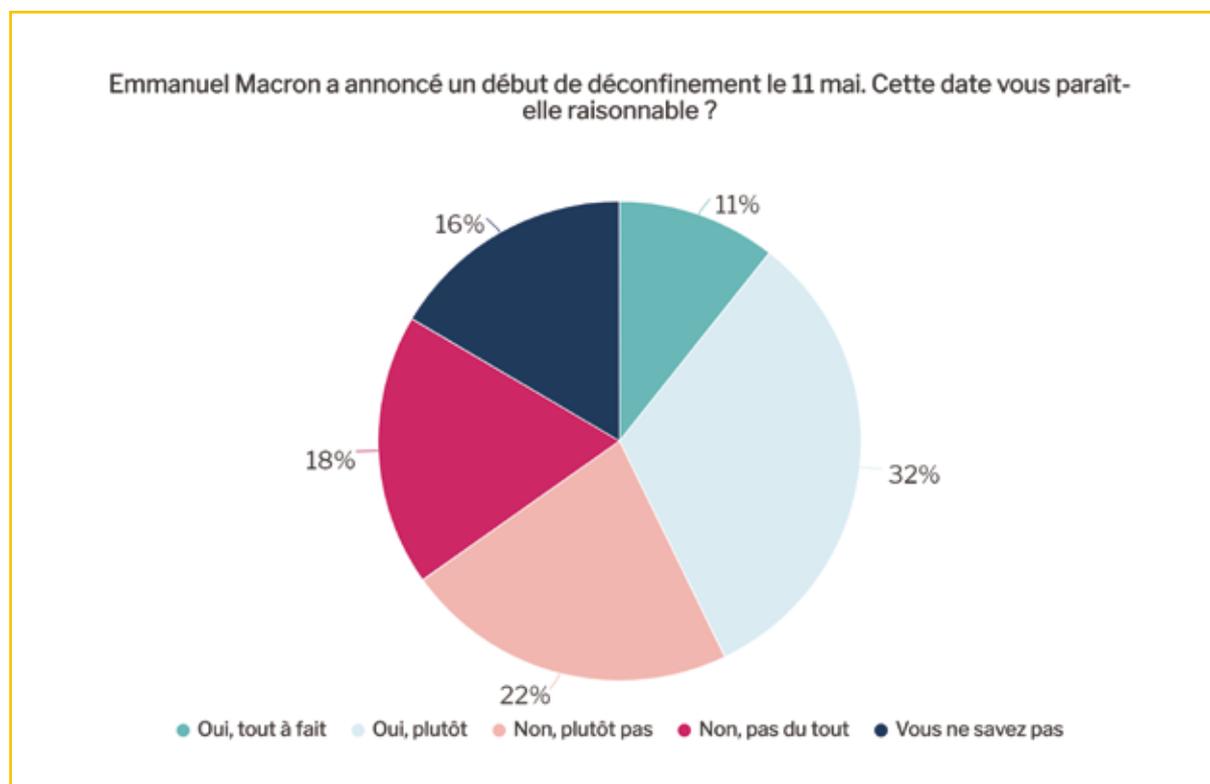
La situation de confinement n'était évidemment pas appelée à demeurer éternellement (et heureusement). Ainsi, la question des conditions dans lesquelles y mettre un terme s'est rapidement posée. La date de fin de confinement a été source de clivages chez les Français.es, notamment selon les situations économiques personnelles.

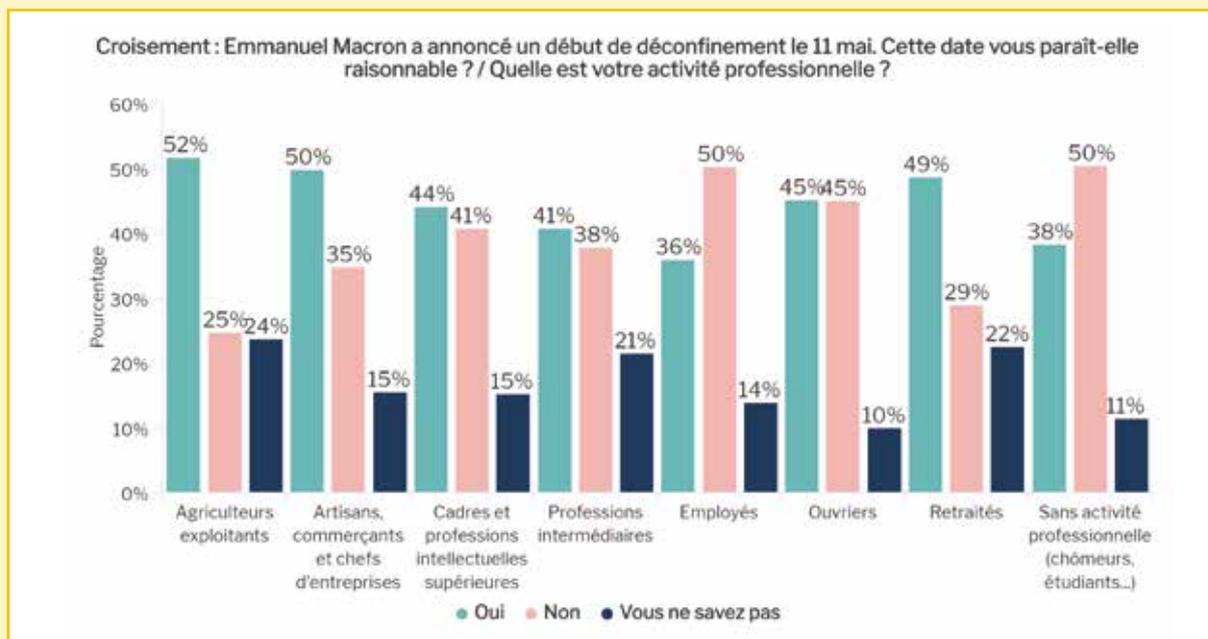
Par ailleurs, de fortes tendances apparaissent : l'espoir de retombées positives en ce qui concerne l'écologie et la solidarité entre les individus cohabite avec un pessimisme très prégnant touchant le domaine économique.

En raison des conditions sanitaires et économiques, il semble possible que moins de Français.es prendront cette année la route des vacances.

UNE DATE DE FIN DE CONFINEMENT SUJETTE À DÉBAT

Les Français.es sont très partagés.es sur la date de déconfinement du 11 mai : **43% d'entre eux estiment qu'elle est raisonnable, 40% qu'elle ne l'est pas**. Les **16%** d'indécis.es montrent bien à quel point les Français.es peinent à se positionner sur la question. Le caractère inédit de la situation, l'absence de références dont nous disposons dans le passé récent, renforcent ces difficultés de positionnement.





Plus qu'une opinion sur la crise sanitaire, **cette question révèle les attentes des Français.es par rapport à leur situation économique.**

De façon attendue, certaines CSP comme **les artisans-commerçants-chefs d'entreprise** – dont une grande proportion ne bénéficie d'aucun revenu dans la situation actuelle et dépend de la reprise de l'activité économique – ont une plus forte tendance à considérer la

date du déconfinement comme raisonnable (**52%**), **que les employé.es (36%)**, en situation de télétravail ou bénéficiant plus largement de mesures de chômage partiel, qui semblent plus réticent.es à cette date de déconfinement.

UNE VISION OPTIMISTE DES CONSÉQUENCES SUR L'ÉCOLOGIE ET LES SOLIDARITÉS HUMAINES...

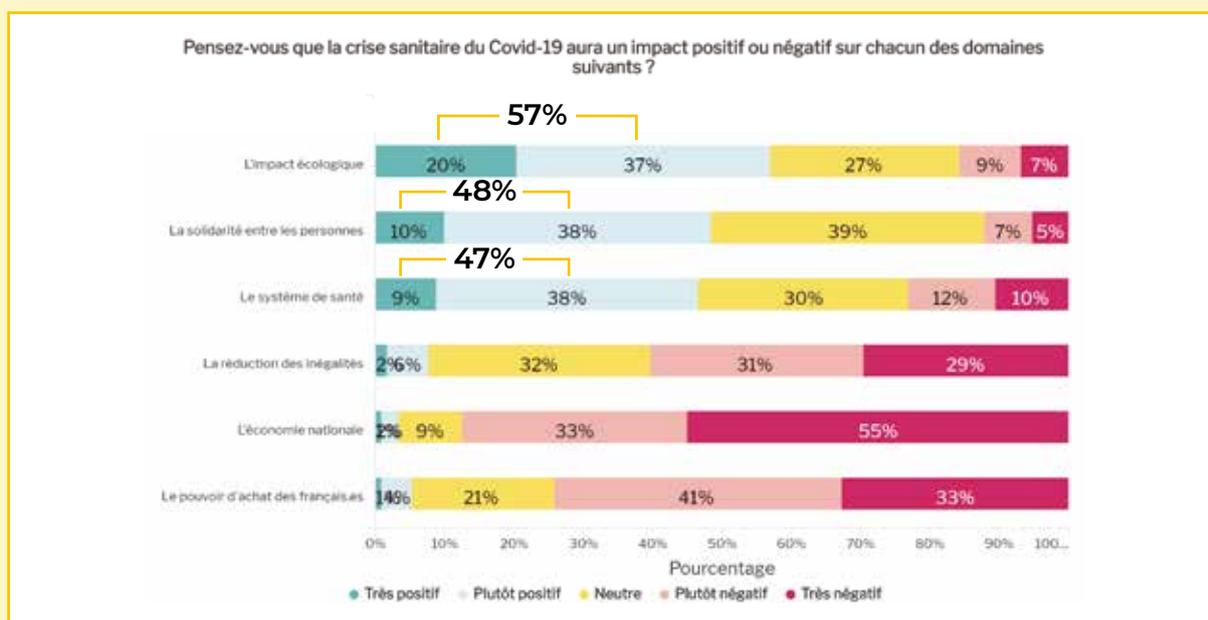
L'écologie est un sujet particulièrement en vogue depuis quelques années, et le confinement a été l'occasion d'en relayer quelques thématiques. Le rôle de la destruction de l'habitat des espèces animales dans la prolifération des virus a été pointé du doigt. La réduction de la pollution sous l'effet du ralentissement des économies et de la circulation des hommes, à titre d'exemple, appelle à réinventer le rapport homme-nature sur des fondements plus sains.

57% des Français.es pensent que le coronavirus aura des conséquences positives sur l'écologie. Ces retombées ne peuvent cependant, pour le moment, être envisagées qu'à court terme (mise à l'agenda accélérée des modalités vertes de transports dans les grandes villes...)

48% des Français.es pensent que l'épidémie aura un impact positif sur la solidarité entre les individus, qui s'est manifestée au cœur de la crise.

47% d'entre eux pensent que l'épidémie aura des retombées positives sur le système de santé.

Ils espèrent ainsi que les signaux d'alerte envoyés par les professionnels de santé seront entendus par les politicien.nes.



Le principal marqueur de ces opinions est l'âge des individus. Deux cas types ressortent fortement. Les jeunes adultes pensent en plus grand nombre que la crise sanitaire aura des effets bénéfiques sur l'écologie (**64%** des 25-34 ans espèrent des effets bénéfiques contre **49%** des personnes âgées).

L'écologie mobilise les plus jeunes (moins de 34 ans).

À l'inverse, les seniors et personnes âgées estiment que la crise sanitaire aura des retombées positives sur le système de santé (59% des plus de 65 ans espèrent ces retombées positives contre moins de **40%** chez les moins de 34 ans).

Ce qui est logique puisque, comptant aux rangs des personnes à risque dans le cadre de l'épidémie, l'état du système de santé les préoccupe particulièrement.

Pour les uns comme pour les autres, l'expression de ces opinions semble révélateur de l'espoir d'effets positifs mais également de réelles et profondes attentes.



... MAIS UN PESSIMISME ÉCONOMIQUE TRÈS PRÉGNANT

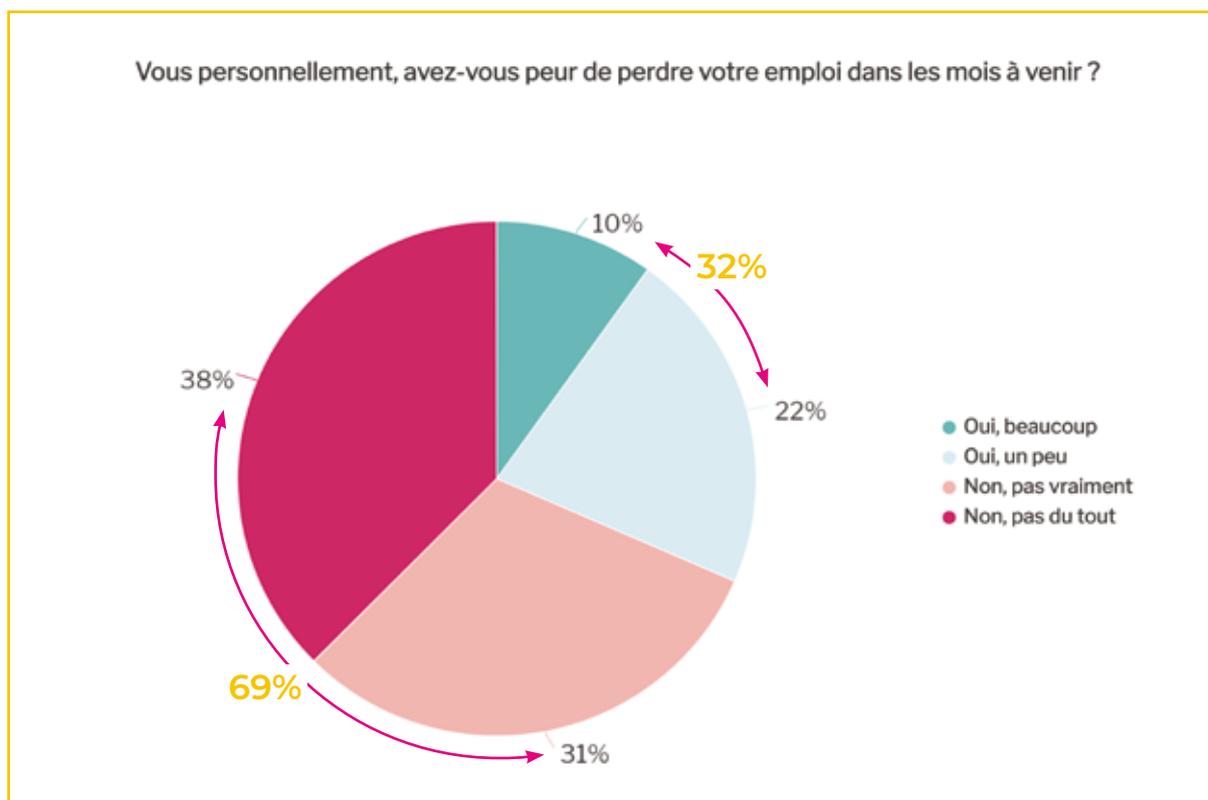
Les Français.es sont **pessimistes sur la totalité des facteurs économique**. Il s'agit du seul domaine sur lequel leur avis est collectivement très tranché, où **l'expression d'appréhension** l'emporte très clairement sur les avis positifs.

Ils considèrent dans une très large proportion que le Covid-19 aura un impact négatif sur l'économie nationale (88%), le pouvoir d'achat (74%), ou encore sur la réduction des inégalités (60%).

Le chiffre de croissance annoncé par le gouvernement (**recul de 8% du PIB en France en 2020**) et la volonté d'assouplir temporairement le code du travail pour relancer l'économie, laissent entrevoir un impact négatif sur l'économie et donc le pouvoir d'achat des Français.es.

Dans ce contexte où **88% des Français.es** pensent que la crise sanitaire aura un impact négatif sur l'économie nationale, **ils sont 32% à craindre de perdre leur emploi dans les mois à venir.**

C'est d'autant plus vrai pour certaines catégories socioprofessionnelles comme les ouvrièr.es (**52%**) les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (**36%**) et les employé.es (**33%**). Ceci peut s'expliquer par le fait que ces pans de l'économie ont été plus touchés par le ralentissement de l'activité, et que le recours aux emplois précaires (intérimaires...) y est plus développé.

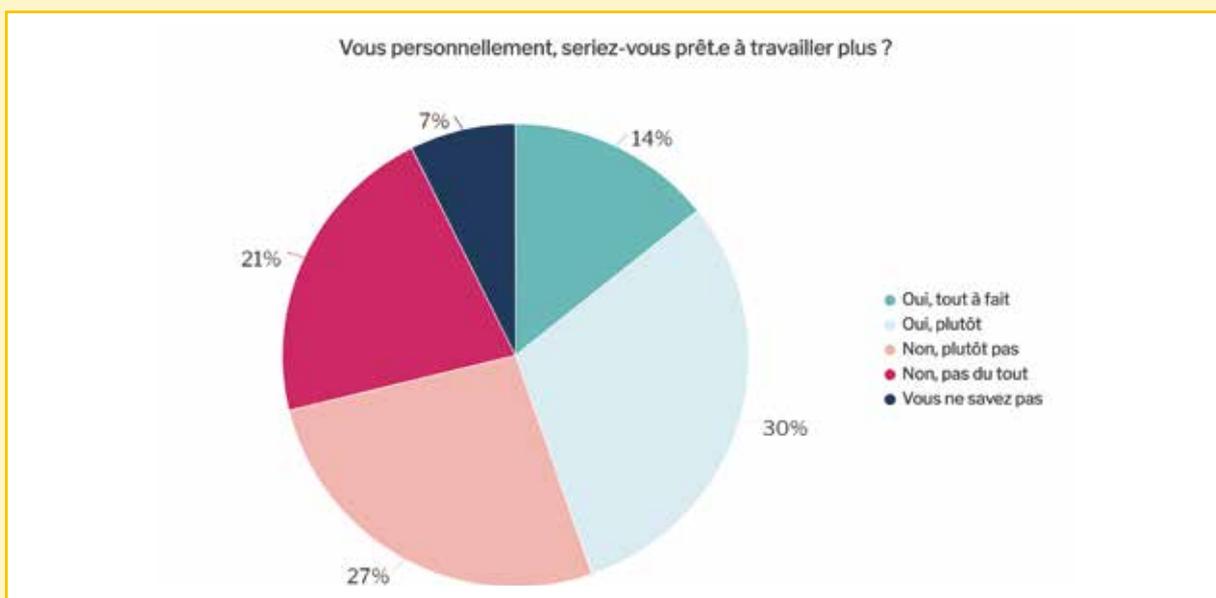


CODE DU TRAVAIL



LES FRANÇAIS.ES TRÈS PARTAGÉ.ES QUANT À L'HYPOTHÈSE DU « TRAVAILLER PLUS »

Dans un contexte où un tiers des Français.es craignent pour le maintien de leur emploi et la moitié sont favorables à un assouplissement temporaire de la législation du travail, **44% des Français.es seraient prêt.es à travailler plus**, et **48%** ne le seraient pas.



La crise économique qui se profile influe sur la perception d'impératifs d'investissement professionnel. C'est particulièrement vrai chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (**59% se déclarent prêts à travailler plus**) quand toutes les autres CSP sont plus mitigées voire réticentes (**53% des ouvriers ne seraient pas prêts à travailler plus**).



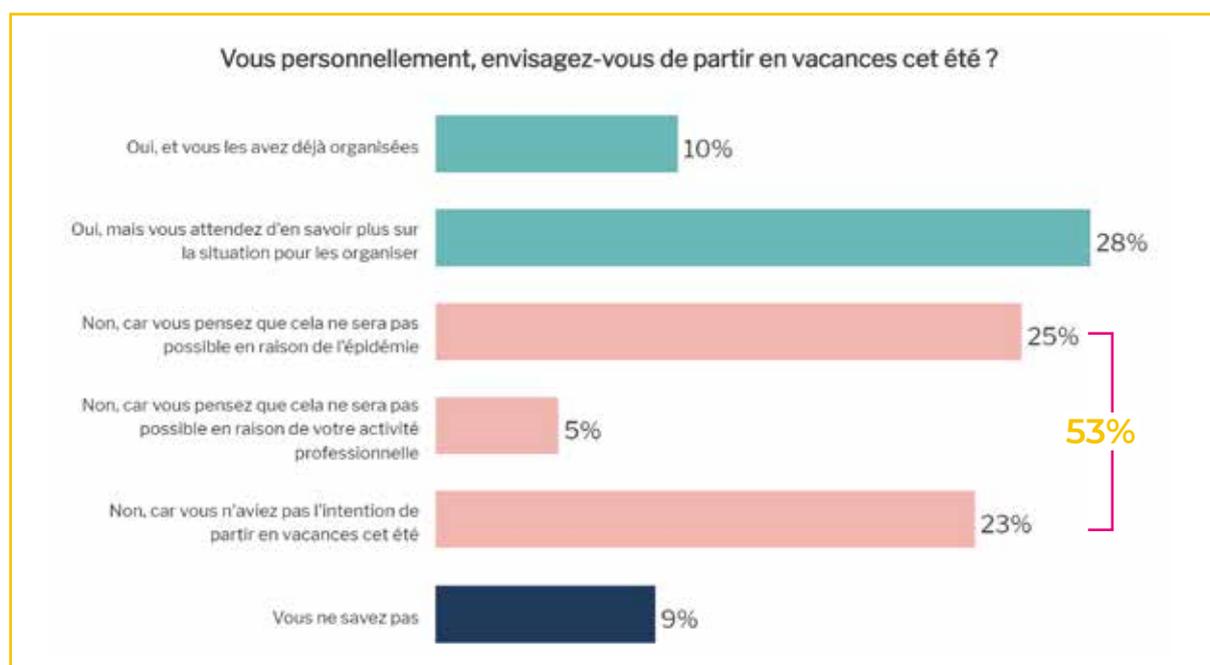
NOTRE AVIS

Les notions de pénibilité du travail ou encore l'histoire des luttes sociales (particulièrement attachées au secteur ouvrier) pourraient également venir éclairer ces différences. La notion de « travailler plus » n'a pas les mêmes significations, gratifications et implications pour les différents corps de métiers. **Par ailleurs, l'inclinaison au « travailler plus » semble fortement être corrélée à la crainte de perdre son emploi.**

DES VACANCES PERTURBÉES PAR L'ÉPIDÉMIE

Les Français.es restent mesuré.es quant à leur capacité à partir en vacances cet été, puisque plus de la moitié (**53%**) d'entre eux déclarent ne pas l'envisager.

Les conséquences de l'épidémie apparaissent alors comme le premier motif invoqué (**25%**) même si près d'un quart (**23%**) des Français.es n'avaient, dans tous les cas, pas l'intention de partir, ce qui peut, en partie, correspondre à un facteur plus classique : le manque de moyens financiers.



Le discours du gouvernement laisse encore à ce jour peu de visibilité sur les mobilités géographiques possibles et les secteurs touristiques accessibles. **28% des Français.es attendent donc une clarification de la situation** pour organiser leur pause estivale.

À cet égard, le lieu de vacances habituel demeure privilégié **pour 41% d'entre eux.**



Conclusion

A

À l'heure du bilan, **le confinement a été perçu globalement de manière négative et anxiogène**, avec des disparités en fonction de l'âge, du lieu de confinement, des situations professionnelles et familiales. Mesure jugée aussi nécessaire que contraignante, limitant de manière inédite une sociabilité très structurante chez les individus, elle a révélé une situation anxiogène sur les plans sanitaire et économique.

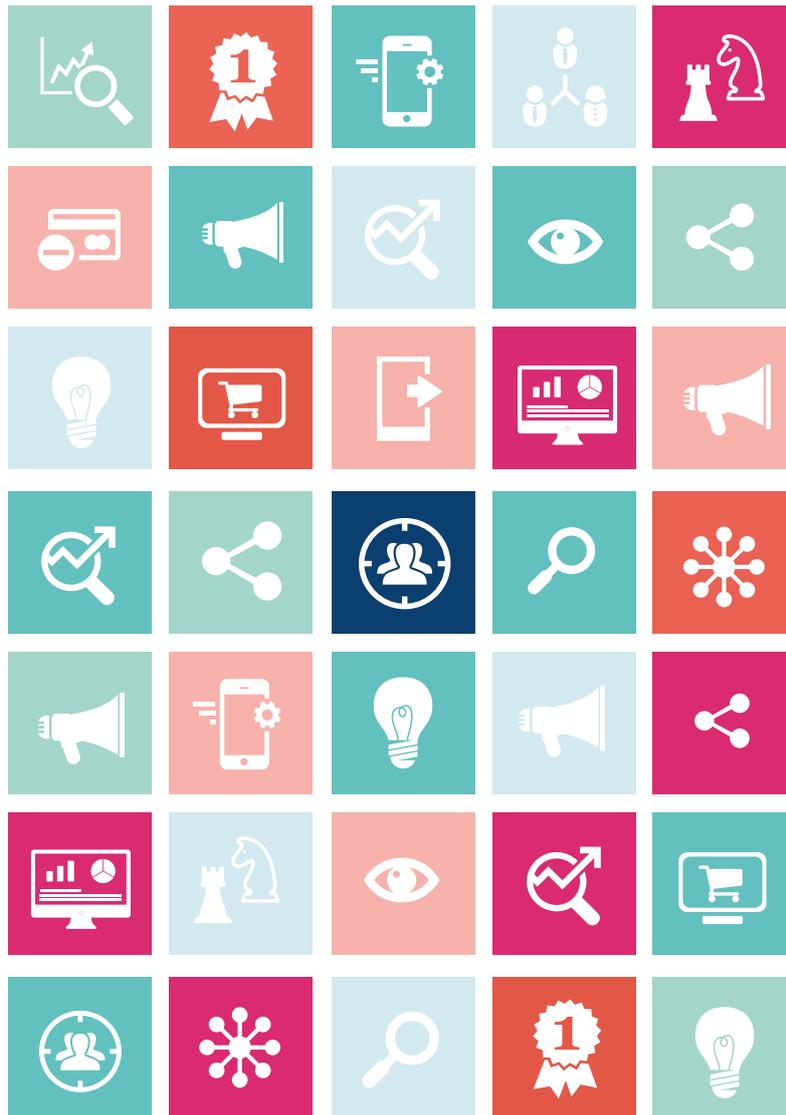
Il a également mis en exergue la défiance à l'égard d'un gouvernement dont les Français.es ont critiqué le maintien du premier tour des élections municipales – marqué, comme attendu, par une abstention très forte en partie expliquée par l'épidémie –, la gestion de crise et la communication, en même temps qu'il révélait un soutien quasi-unanime au personnel soignant luttant chaque jour contre le virus, et aux professions qui ont assuré la continuité économique du pays.

À l'inverse, les débats sur la chloroquine, l'augmentation du temps de travail ou le télétravail ont fait émerger des lignes de fracture. Le confinement a cristallisé à travers la continuité pédagogique – globalement bien reçue – des inégalités sociales qui s'expriment toujours à l'heure où les enfants reprennent – ou non – le chemin des classes.

Les adultes aussi s'apprêtent, petit à petit, à découvrir le monde d'après, sous la brise d'un été qui se profile mais ne devrait pas ressembler aux précédents, et le tumulte, plus proche, d'une crise économique dont ils craignent fort qu'elle ne puisse être évitée.

Mais le pessimisme ne règne pas en maître ; chaque situation est une occasion d'apprendre des erreurs passées. À cet égard, les regards se tournent vers le prolongement d'une prise de conscience écologique et la volonté que soient redonnés au personnel de santé les moyens de remplir sa mission essentielle. Avec en ligne de fond l'espoir, prégnant, que survivent à cette période les élans de solidarité et bienveillance humaines qui s'y sont faits jour.

BIENVEILLANCE...



MÉTHODOLOGIE



RECUEIL

L'étude publiée par Vox Citizen a été réalisée auprès d'un échantillon de 2 594 personnes interrogées par un questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview). Le recueil des données a été réalisé par le logiciel Sphinx iQ2. Le questionnaire a été diffusé du 18 avril au 27 avril 2020.



ECHANTILLON

L'étude a été réalisée auprès d'un échantillon de 2 594 individus représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas : sexe / âge / catégorie socio-professionnelle / région, catégorie d'agglomération.

Certaines questions, par le jeu des filtres, comportent un effectif plus faible de répondants.

Marges d'erreur et intervalle de confiance

Taille de l'échantillon	5% - 95%	10% - 90%	20% - 80%	30% - 70%	40% - 60%	50% - 50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,0	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3000	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 1 à 2,3 points au plus pour un échantillon de plus de 2 000 répondants



A propos des études d'opinions de Vox Citizen

VoxCitizen est une entité de Citizen Republic, un groupe de communication d'engagement dédié aux avis de consommateurs et citoyens.

Dans un monde en constante évolution, les consommateurs et les citoyens éprouvent un profond désir de s'exprimer et d'être entendus. C'est cette ambition de permettre chaque jour de nouveaux dialogues constructifs et vivants qui a mené Citizen Republic à créer Vox Citizen.

VoxCitizen donne aux citoyens le pouvoir de s'exprimer en répondant à des enquêtes et sondages sur les enjeux de société qui leur tiennent à cœur. Vox Citizen est la communauté sur internet de ceux qui souhaitent faire entendre leur voix.



PUBLICATION

Responsable de Publication

Frédérique AGNES

Responsable de Projet

Ariela KOENIGHEIT

Chargée d'Etudes

Géraldine MARTIN

Rédaction

Géraldine MARTIN / Raphael GAZEL /

Frédérique AGNES

Direction Artistique

Sophie DE VREE

Pour toute information sur cette publication

Frédérique AGNÈS

frederique.agnes@citizenrepublic.com

+33 6 09 62 52 64

Ariela KOENIGHEIT

+33 6 73 33 15 33

L'équipe de Vox Citizen remercie tous ceux qui sont sur le terrain

Médecin • Infirmièr.e • Aide-soignant.e • Pompier
Ambulancière.e • Agent d'entretien • Éboueur • Forces
de l'ordre • Pharmacien.ne • Boulangèr.e • Bouchèr.e
• Primeur • Artisan • Commerçant • Caissier.e • Vigile •
Agent du métro, tram, train • Chauffeur de bus, taxi,
VTC • Enseignant.e • Agriculteur • Maraîcher • Routier
• Gazier • Electricien • Employé des eaux et des
télécommunications • Facteur • Livreur •
Manutentionnaire • Pompiste • Agent des
administrations • Ouvrièr.e • Personnel
funéraire • Hôtelier • Cantonnier
• Couturièr.e • Entrepreneur
• Chercheur • Auxiliaire
de santé • Banquier
• Sécurité civile
• Samu

...



**Merci aux associations et aux bénévoles,
Merci aux marques et enseignes qui s'engagent,
Merci aux chanteurs, aux musiciens, aux comédiens
Merci à tous ceux qui les soutiennent...**

Pour toute information sur cette étude

**Frédérique Agnès : 06 09 62 52 64 - frederique.agnes@citizenrepublic.com
Ariela Koenigheit : 06 73 33 15 33**